

Juillet - Décembre 1977 / N° 235 - 249



mg 243

LE MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 235 Juillet-Août 1977 — Prix : 4 F



Philippe Verner Sanber, anarchiste condamné à mort.



K. H. Roth, anarchiste condamné à la prison à vie.



FOP 2520

activités de la fédération anarchiste

ECHO de la REGION TOULONNAISE F.A. :

- en début Juin, cinq courageux nazillons ont saccagé, le local de groupes « femmes » et « occitans ». N'attendons pas compagnons qu'il soit trop tard ! regroupons-nous ; intensifions nos activités...
- les 16 et 17 juillet FETE POPULAIRE REGIONALE à la Sainte Baume. Nous y tiendrons un stand. Venez nombreux !
- Ventes du M.L. à Toulon : deux samedi après-midi par mois place Puget et deux dimanches matin aux puces.

Le G.R.I.M. (Groupe de résistance et d'information à la militarisation) nous communique l'attaque et le saccage du local Centre Nantes Tiers Monde par un commando d'extrême droite. Ce local accueillait des jeunes qui soutenaient publiquement Jo Casard insoumis du service militaire, ce qui donna lieu à une campagne de soutien en Loire-Atlantique (29 livrets militaires renvoyés).

Une bibliothèque à caractère culturel, social et anti-autoritaire est ouverte à Brunoy, le samedi de 14 h à 18 h

2, allée de Guyenne
Les Hautes Mardelles
91800 BRUNOY

Un exemple à suivre

Le tiers temps pédagogique, encore en vigueur mais moribond, a permis, dans le cadre des cours d'histoire et d'espagnol, à environ 150 lycéens volontaires de connaître l'histoire des collectivités espagnoles de 36-39.

Après une brève présentation de l'anarchisme, les réalisations concrètes des anarcho-syndicalistes espagnols (CNT-FAI) furent évoquées par l'un d'entre eux, notre compagnon Francisco Ortiz qui, auparavant, avait présenté durant quinze jours dans une MJC une exposition itinérante sur l'Espagne 36. Envisagé sous la forme de questions-réponses, en français ou en espagnol selon la langue employée par les élèves, le dialogue les amena rapidement à poser à notre compagnon le problème de l'anarchisme dans le monde actuel. Après deux heures de débat, l'intérêt d'une partie des élèves (environ 60) nous incita à prolonger d'une heure.

Devant cet intérêt que présente l'anarchisme aujourd'hui pour les jeunes, nous pensons qu'il serait bon que l'exemple soit suivi. (Nous tenons à votre disposition divers documents : diapositives de l'exposition Espagne 1936, diapos d'affiches des années 1936 et actuelles, disques avec textes, livres etc.). Dès la rentrée nous pensons continuer l'expérience dans la région. Nous sommes d'autre part en mesure de participer personnellement, en particulier notre compagnon Ortiz, aux débats que vous voudriez organiser dans vos établissements, quelle que soit la région, afin de poursuivre la divulgation de la pensée anarchiste.

Pour tout contact : Groupe 1^{er} Mai, ANNECY.

Tél. : 57.64.37 (à partir de septembre)
Prendre l'adresse au « Monde Libertaire ».

PRES DE NOUS :
Le groupe Civilisation Libertaire

organise jeudi 7 juillet à 20 h 30 Salle Garcia Lorca (rue Gracieuse, métro Monge) une conférence sur Elisabeth Reclus.

Revue Anarchiste n° 2
(20, rue Orfilier
75020 PARIS)
édité par le groupe E. Goldman
est paru.
Prix de l'exemplaire : 3 F
Sommaire - Autonomie
(femmes, régions, luttes)

COMMUNIQUE DES RELATIONS EXTERIEURES FEDERATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste dénonce l'agression de type fasciste dont ont été victimes les ouvriers des verreries champennaises. Il apparaît que pour certains le fait de réclamer la réintégration de deux de leurs camarades délégués du personnel licenciés, en utilisant le droit de grève, constitue un crime passible de mort. La violence est toujours le fait des exploités face aux exploités, elle s'effectue journellement de manière légale. Aujourd'hui les travailleurs doivent savoir que face à eux ils ont des gens de plus en plus déterminés à maintenir coûte que coûte le système d'exploitation de l'homme par l'homme et que pour cela ils n'hésitent pas à s'opposer par l'envoi de commando armé aux revendications des travailleurs.

La Fédération Anarchiste rappelle que seule la grève gestionnaire expropriatrice insurrectionnelle généralisée permettra aux travailleurs de s'opposer efficacement à l'Etat et au capitalisme ; et que dès à présent les conflits devraient s'orienter vers ces formes de lutte qui avec leur généralisation permettraient de créer une situation révolutionnaire et l'avènement d'une société fédéraliste et autogestionnaire.

POUR MALVILLE

COMMUNIQUE DU COLLECTIF LIBERTAIRE LYONNAIS

« L'organisation en groupe est souhaitée ; à cet effet, il y aura un camping libertaire. Pour tous renseignements, contacter : Coordination Libertaire (Lausanne-Genève) Case Postale 114 GENÈVE 8 ou bien le secrétaire de la coordination des comités Malville : c/o Marcel COTTIER Montgareil 38510. MORESTEL.

Le plan du site et toutes informations utiles dans « La Gueule Ouverte-Combat-Non-Violent. »

(Voir notre information page 5)

GROUPES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

PROVINCE

- AIN**
OYONNAX. Groupe Libertaire.
- AINSE**
SAINT-QUENTIN - LAON - SOISSONS - CHATEAU-THIERRY. Liaison F.A.
- ALLIER**
MONTLUÇON-COMMENTRY. Groupe Anarchiste.
MOULINS. Groupe Libertaire.
- ALPES-MARITIMES**
NICE. Groupe Anarchiste Insurrection.
- AUDE**
Groupe de Narbonne.
- BOUCHES-DU-RHONE**
MARSEILLE. Groupe Libertaire. Permanence tous les samedis de 14 h 30 à 17 h au local de « Culture et Liberté » 72, bd Eugène-Pierre, 13005 Marseille.
- CALVADOS**
HEROUVILLE - CAEN. Groupe Libertaire.
- CHARENTE-MARITIME**
LA ROCHELLE. Liaison F.A.
- CHER**
VIERZON. Liaison F.A.
- COTES-DU-NORD**
GUINGAMP. Groupe Libertaire.
BEGARD. Liaison F.A.
- DORDOGNE**
PERIGUEUX. Groupe Anarchiste.

- DOUBS**
BESANÇON. Groupe Libertaire Proudhon.
- EURE-ET-LOIR**
CHATEAUDUN. Liaison F.A.
- GIROUDE**
BORDEAUX. Groupe anarchiste Sébastien-Faure. Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.
LIBOURNE. Groupe Libertaire.
- HERAULT**
MONTPELLIER. Liaison F.A.
- ILLE-ET-VILAINE**
RENNES. Groupe Libertaire.
- INDRE-ET-LOIRE**
TOURS. Groupe Tourangeau.
CHINON. Liaison F.A.
- ISERE**
BOURGAIN. Groupe d'Intervention Anarchiste.
GRENOBLE. Liaison F.A.
- JURA**
LONS-LE-SAUNIER. Liaison F.A.
DOLE. Groupe Anarchiste.
- LANDES**
SAINT-SEVER. Liaison F.A.
- LOIRE-ATLANTIQUE**
NANTES. Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piau 194, rue Jouaud. 44400 Reze.
Liaison F.A.
LA BAULE. Liaison F.A.
- LOIR-ET-CHER**
VENDOME. Liaison F.A.
BLOIS. Liaison F.A.
- LOT-ET-GARONNE**
AGEN - FUMEL. Groupe Increvable Anarchie. Edite « L'Increvable Anarchie ».
- MAINE-ET-LOIRE**
ANGERS. Groupe Paul Mauget

- MANCHE**
COUTANCES. Liaison F.A.
SAINT-LO. Liaison F.A.
- MORBIHAN**
VANNES. Liaison F.A.
LORIENT. Groupe Anarchiste.
- MOSELLE**
PHALSBOURG. Liaison F.A.
- NIEVRE**
NEVERS. Groupe F.A.
- NORD**
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING. Groupe Thaza.
- PUY-DE-DOME**
CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.
- PYRENEES-ATLANTIQUES**
BAYONNE-BIARRITZ. Groupe Libertaire La Cécilia.
- RHONE**
LYON. Groupe Louis-Lecoq. Permanence : chaque samedi, de 15 heures à 17 heures, Palais du Travail (salle 25), Villeurbanne.
- SARTHE**
Groupe anarchiste.
- SAVOIE (HAUTE)**
ANNECY. Groupe Anarchiste. 1^{er} mai. Permanence : le deuxième samedi de chaque mois, de 14 heures à 17 heures, salle Saint-François, face à l'Hôtel de Ville (ventes du Monde Libertaire, brochures anarchistes).
- SEINE-MARITIME**
LE HAVRE. Groupe Jules Durand. Permanences (16, rue Jules-Tellier, dans les locaux du C.E.S.) : le lundi de 14 à 19 heures ; le mercredi de 18 heures à 21 heures ; le samedi de 18 heures à 21 heures.
ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.
- SEINE-ET-MARNE**
OTHIS - DAMARTIN. Liaison Seine-et-Marne Nord.
- SOMME**
AMIENS. Groupe F.A.

- VAR**
REGION TOULONNAISE :
Groupe de Toulon
Liaison Cuers-Pierrefeu
Liaison Hyères
Correspondance : Blain BP 3 028 83059 Toulon Cedex. (sans mention).
- VIENNE (HAUTE)**
LIMOGES. Groupe F.A.
NORD ET HAUTE-VIENNE. Liaison F.A.
- YONNE**
TONNERRE. Liaison F.A.
- PARIS**
LIAISON DES POSTIERS.
Edite « Gestion Directe ».
GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.
Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 heures. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.
2^e ET 11^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLL-DAMN - Contact Publico.
Permanence à son local le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h. 51, rue de Lappe, 75011 Paris.
- 5^e, 13^e arrondissements**
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB assure une assurance le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h au 51, rue de Lappe, 75011 Paris, métro Bastille. Pour contacter le groupe, renseignements, commandes passer au local ou écrire.
13^e, 15^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI.

- 14^e, 15^e arrondissements
GROUPE LIBERTAIRE EUGENE VARLIN.
- 15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL BOULOGNE-BILLANCOURT.
- 19^e arrondissement
GROUPE ANARCHISTE.
- 10^e, 20^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE VOLINE.
- BANLIEUE SUD**
GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.
GROUPE BAKOUNINE - Vanves - Malakoff - Montrouge.
GROUPE ANARCHISTE - Massy-Palaiseau.
GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy. Liaison Seine-et-Marne.
GROUPE F. PELLOUTIER - Corbeil-Essonnes.
GROUPE ANARCHISTE LORION - Savigny-sur-Orge.
- BANLIEUE SUD**
ORSAY-BURES. Groupe libertaire.
- BANLIEUE EST**
Groupe anarchiste Sacco-Vanzetti Gagny-Neuilly/Seine-Chelles
- BANLIEUE NORD**
GROUPE ANARCHISTE - Aulnay - Sevrans.
NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE MALATESTA (Asnières, Gennevilliers, Clichy, Levallois, Courbevoie, Villeneuve-la-Garenne).
GROUPE FRATERNITE OUVRIERE : Colombes, Bois-Colombes.
GROUPE LA-BOETIE
Se réunit les 2^e et 4^e mercredis du mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 heures 30.
- BELGIQUE**
Groupe de Recherches et d'Activités Libertaires F.A. du Sud-Luxembourg.

SOMMAIRE

N° 235 JUILLET

EDITO
- Entracte

EN DEHORS

- O très sain par M. M.
- Du danger par Bernar
- Des brebis par Jean B

ACTUALITE

- Le XXXII^e
- SNAMAT contre CFT par B. Le
- Monsieur par M. Joy
- Reims : dé ou prise d par Stépha

ANTIMILITARISME

- Un comité de la base par Liasor

LUTTE ANTI

- Autorédu par Comit
- Malville : par Lionel
- Allez les v par J.-M.

DANS LE M

- Informatio par B. Lat

LITTERATURE

- Les livres par M. Jo
- Le Sabote par P. Pi

HISTOIRE

- Il y a 50 a par Carm

ETUDE

- Spontané et organé par F.A.I.

LI

à
LIBR
Compte p

France :
3 mois + 1 r
6 mois + 1 r
Sous pli ferm
3 mois + 1 r
6 mois + 1 r

BU

Nom :
Prénoms :
Adresse :
.....
A partir de n
 Abonnem
 Réabonne
Joignez le r
 Chèque po
 Chèque ba
 Mandat-L
Pour tout c
franc en tim

SOMMAIRE

N° 235 JUILLET-AOUT 1977

EDITO	
- Entracte	3
EN DEHORS DES CLOUS	
- O très sainte école laïque !	4
par M. M. Hermet	
- Du danger d'être jeune	4
par Bernard Lanza	
- Des brebis galeuses à polytechnique	6
par Jean Barrué	
ACTUALITE SOCIALE	
- Le XXXII ^e Congrès de la F.A.	16
- SNAMAT - CGC - PATRONAT contre CFTC-CGT-CFDT	14
par B. Le Hyaric	
- Monsieur Giscard d'Estaing a raison	6
par M. Joyeux	
- Reims : début d'une tragédie ou prise de conscience de classe	10
par Stéphane	
ANTIMILITARISME	
- Un comité contre l'extension de la base aérienne de Châteaudun par Liason Châteaudun	7
LUTTE ANTINUCLEAIRE-ECOLOGIE	
- Autoréducteurs contre GDF-EDF	7
par Comité autoréduction 15 %-Toulouse	
- Malville : 30 juillet	5
par Lionel	
- Allez les verts !... Oui, mais où ? par J.-M. Raymond	4
DANS LE MONDE	
- Informations Internationales	11
- Brejnev chasse Podgorny	12
par B. Lanza	
LITTERATURE	
- Les livres du mois	15
par M. Joyeux	
- Le Sabotage	15
par P. Pidutti et J.-P. Giraud	
HISTOIRE	
- Il y a 50 ans... l'affaire SACCO-VANZETTI	8-9
par Carmen	
ETUDE	
- Spontanéité de masse et organisation spécifique	12
par F.A.I. Milan	

Entracte

Un travailleur, Pierre Maître est assassiné, les attentats se multiplient, le chômage augmente, les prix grimpent, les logements sont introuvables à des prix décents. Ça grogne partout : dans la majorité comme dans l'opposition, chez les travailleurs comme chez les bourgeois, dans les syndicats, etc. La société pourrit lentement, les « durs » de droite comme de gauche proposent leurs solutions et nous préparent des lendemains qui déchantent, mais, halte là ! ce sont les vacances.

Une moitié des français va s'évader de tous ses problèmes, entre bourgeois et entre travailleurs, dans les camps de loisirs appropriés. L'autre moitié continuera de travailler, en maudissant ces faillants de vacanciers et en les enviant aussi.

Pour ceux qui partiront en vacances, qu'ils se reposent bien avant de reprendre le travail puisque telle est la société actuelle, mais qu'ils profitent de tout ce temps qu'ils ont gagné pour mieux comprendre le mécanisme de leur exploitation, pour analyser la situation sociale, économique et politique actuelle, pour s'informer de ce qu'on nous propose de tous côtés, pour mieux voir enfin quelles seront les luttes à mener pour construire cette société anarchiste pour laquelle nous nous battons.

Pour ceux qui ne partiront pas en vacances, la lutte continue, tant pour améliorer les conditions des travailleurs dans ce système, que pour abattre le capitalisme et ses chiens.

Pour les militants de la Fédération Anarchiste, vacances ou non, la lutte continue. Les mois qui vont venir seront des temps de réflexion après notre dernier congrès, mais ils seront aussi un temps important de préparation de la sortie du Monde Libertaire hebdomadaire, nouvelle étape dans le développement de notre mouvement.

La rentrée sera dure et, si la période électorale qui va s'ouvrir, masque les problèmes économiques et sociaux au profit d'un spectacle de verbalisme tumultueux, l'application du plan Barre nous ramènera à la réalité. Il est nécessaire que, dans cette période troublée, notre audience s'accroisse pour faire connaître nos propositions de lutte et de société, qui après des déboires politiques, pourront apparaître comme la seule alternative au monde autoritaire.

La lutte continue, nous vaincrons les difficultés et construirons cet hebdomadaire dont nous avons tant besoin et qui sera un outil dont tous ceux qui partagent notre idéal pourront se servir pour le propager.

Amis Lecteurs...

Notre Congrès a ratifié les différents travaux effectués en cours d'année en prévision de la sortie hebdomadaire de notre Monde Libertaire et nous a permis de nous accorder sur le caractère à lui donner et la façon dont il sera fabriqué.

L'hebdomadaire est apparu nécessaire à une ouverture sur une masse de gens sensibilisés soit, par l'action militante de la Fédération Anarchiste, soit par la nature des problèmes sociaux tels que nous les posons.

A travers les articles que vous nous enverrez nombreux, le Comité de Lecture du journal devra réaliser un équilibre entre nos commentaires de l'information diffusée par la grande presse, les luttes et les analyses anarchistes, ainsi que la connaissance de l'anarchisme par son Histoire.

La composition du journal et sa préparation technique seront confiées à notre permanent qui nous soulagera d'une partie des frais d'imprimerie.

Votre souscription a rendu possible l'acquisition d'un matériel qui nous permettra d'assurer l'équilibre de nos finances.

Ainsi donc, notre Congrès a décidé que nous vous présenterons le premier hebdomadaire du Monde Libertaire le **jeudi, dès octobre, sur huit pages.**

Ensemble, grâce aux contributions coordonnées de tous, nous pourrions poursuivre ce combat dans une nouvelle étape qui donnera au mouvement anarchiste une dimension à la mesure de ses aspirations.

L'effort financier que nous avons fourni doit être impérativement poursuivi, ce sont nos capacités de tirage en nombre d'exemplaires au moment du lancement de l'hebdomadaire qui sont en jeu et on connaît leur importance sur l'audience et le succès de notre opération.

Nous demandons à tous ceux qui ont l'intention de le faire de s'abonner à l'Hebdo dès aujourd'hui.

Les camarades de la Région Parisienne nous ont apporté, à travers leur journée anarchiste, 5 400 francs que nous portons à la souscription.

Les administrateurs :

François GARCIA - Léopold TAMAMES

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :		Etranger :	
3 mois + 1 mensuel	39 F	3 mois + 1 mensuel	46 F
6 mois + 1 mensuel	69 F	6 mois + 1 mensuel	66 F
Sous pli fermé :		Par avion :	
3 mois + 1 mensuel	62 F	Sur demande	
6 mois + 1 mensuel	117 F		

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
Prénoms :
Adresse :
Code postal :

A partir du numéro inclus
 Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

Pour tout changement d'adresse joindre la dernière bande et un franc en timbres.

En dehors des clous

O TRES SAINTE ECOLE LAIQUE !

Le jeudi 12 mai, à 11 h très précises, je participais, représentant la Libre Pensée, à la « cérémonie » d'ouverture de la QUINZAINE DE L'ECOLE PUBLIQUE, dans les « Salons de la Sorbonne », sous la présidence de M. Haby, en présence de M. Soisson et de Mme Saunier-Seite.

A quelques mots et virgules près, je viens de retranscrire la carte d'invitation qui me permet d'avoir accès (flics défendant l'entrée) en ces Salons où attendent, debout, plus d'une heure, directeurs (et directrices !) d'écoles, invités, et gosses d'une Ecole Publique du 12^e arrondissement de Paris. Quans je dis « attendent », il ne s'agit pas d'une exagération méridionale. C'est vers midi que tout commença... avec Haby, oui, mais sans Soisson et sans Alice qui avaient dépêché leurs délégués respectifs.

Quand se pointa, simple et dé-tendu, le Ministre de l'Education Nationale, le chœur des voix juvéniles entonna l'hymne martial, noble expression de l'idée de Patrie (!): la Marseillaise ! « pâle enfant de Paris », comme eût dit le poète, épuisé de l'attente à la verticale, et peut-être enivré du « sang impur » dont l'on souhaite « abreuver nos sillons », tomba raide, évanoui.

C'était pendant le « discours » du Président de la « ligue française de l'Enseignement et de l'Education Permanente », qui nous avait « priés »

d'honorer de notre présence la cérémonie. Je plains l'innocente victime, que l'on revit, en fin de cérémonie, revigorée, mais je pensai : « heu-reuse diversion », car le pauvre président de LA LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION PERMANENTE transpirait si dur à lire son texte qu'à un moment il sauta une page et s'en excusa. Evidemment, il lisait ce qu'avait pondu son nègre !

Et la substance de ces paragraphes savamment ennuyeux était la PROPAGANDE PRO-NUCLEAIRE. Les dangers du nucléaire, annonait le pseudo-orateur rondouillard, sont minimes et se maîtrisent aisément ! Le nucléaire (dixit encore le Président) doit être la base de l'éducation permanente. Tel est le nouvel évangile prêché par ce missionnaire laïque.

Une sorte d'hymne à la déesse Laïcité (sans doute ai-je l'oreille mal tournée, comme d'autres ont l'esprit, pour entendre et interpréter ce genre de chose ?) fut gazouillé par le chœur des anges, pardon ! par la chorale des écoliers de l'Ecole Publique.

La parole était à Haby : lui, parla de son propre chef, sans papier et d'abondance. Il est pour l'école nouvelle et ouverte (je l'appris ce jour-là. Oui, mais l'enfant n'est pas l'adulte et ce dernier ne doit pas abdiquer son autorité, traduisez « doit conserver le pouvoir ! ». Un bon point pour René : il fit la belle à la poésie et au rêve.

Tout n'est donc pas corrompu dans l'être humain !

Les enfants, qu'on avait prudemment fait asseoir sur leurs talons, après l'incident du début, chantèrent à nouveau, puis dansèrent. Une jeune déléguée de classe dit « par cœur », et bien mieux que le Président, son speech.

Et ce fut la ruée vers le buffet abondamment approvisionné... Cocktail fin, avec larbins en habit pour servir !

Je restai parmi les derniers pique-assiettes, pas tellement pour le champagne (vous n'êtes pas obligé de me croire) mais avec le désir, inconscient et motivé, d'aller serrer la pince à Haby qui tint le coup jusqu'au bout, et pas non plus pour le buffet. Je tenais à dire au Ministre de l'Education Nationale que son secrétaire devait intercepter son courrier, puisqu'il n'avait jamais répondu à ma lettre (de revendication évidemment), écrite il y a environ deux ans ! Courtois, il me confia le « tuyau » pour que ma lettre lui parvienne sûrement. J'écrivis : il s'agit d'une demande de dérogation aux saintes lois, aux us et coutumes. A ce jour, j'attends encore la réponse.

Le « dogme républicain » de l'Ecole Laïque a toujours ses dévots et ses mystiques, ses porte-enseignes ! Ecole, église, caserne, prison, et peut-être asile, quelle différence ?

Marie-Madeleine HERMET

DU DANGER D'ETRE JEUNE...

Il était une fois... non, ne vous y trompez pas, ce n'est pas un conte de fées. L'histoire de ces trois bons copains, qui avaient peut-être un peu trop fait la fête. Dame, quand on a dix-huit ans, qu'on est gai et insouciant, ça arrive à tout le monde de boire un petit coup de plus qu'il ne faudrait. Que celui qui n'a jamais pêché leur jette la première pierre !

Donc, les trois amis, joyeux et bruyants, circulaient à trois sur une seule mobylette dans les rues de Toulouse. Soudain, des policiers en voiture leur firent signe de stopper. Le « conducteur » du cyclo, Eric Dumesnil, obtempère et se gare sans tarder le long du trottoir. Tout de suite, il voit qu'un des flics commence à tabasser ses copains, à ce moment précis, il se souvient qu'il n'a pas ses papiers d'identité sur lui, et alors, il s'affole. Décidé à s'enfuir, il essaie de remonter sur la mobylette. Le flic l'en empêche en le faisant tomber, et, dès qu'Eric est allongé au sol, un chien est lâché sur lui, et le mord cruellement, surtout au bas-ventre. Dix longues minutes durant, au moins, le chien « joue » avec le jeune garçon, obéissant aux ordres de son maître, qui l'excite : « Attaque, vas-y, mords-le ».

Eric a mal certes, mais il a surtout très peur.

Le second policier, lui, continue à brutaliser et insulter ses deux copains. Puis une fourgonnette de police arrive en renfort, et on les embarque sans ménagement vers le commissariat central de la ville, où ils sont reçus à coups de pied et

à coups de poing par une haie d'honneur, improvisée pour l'occasion.

Les trois jeunes gens ne seront relâchés que le lendemain. Ils feront constater par un médecin leurs blessures et déposeront une plainte, accusant les flics de coups et blessures volontaires.

La version policière, on s'en serait douté, est assez différente de celle d'Eric et de ses amis ; pourtant les flics n'ont pas nié avoir donné des coups. Ils invoquent, pour se justifier, leur « ras-le-bol » de toujours se laisser casser la figure sans réagir (dans ce cas-là, qui les menaçait ?) et ils se posent en victimes innocentes du devoir.

Ce fait divers est banal, somme toute, et il n'est malheureusement pas isolé.

Si tu es jeune, si tu as les cheveux longs, si tu aimes l'amuser, saches que tu représentes pour la police au service des gens « bien », la cible idéale, puisque tu es presque automatiquement catalogué de petit voyou, par le biais de la rue-mur publique. Et si, par hasard, tu songeais à dénoncer les sombres agissements de ces brutes sadiques — qu'on a revêtus d'un uniforme pour exécuter leurs basses besognes de souteneurs de l'Etat capitaliste pourrissant —, tu serais immédiatement qualifié de paumé et d'irresponsable par tous ceux qui ont le respect de l'ordre et de la hiérarchie, et ne savent vivre qu'en rampant. « Des fauteurs de trouble, ma bonne dame, des anarchistes, de vous dis, de véritables anarchistes !... »

Bernard LANZA

ECOLOGIE

ALLEZ LES VERTS !... Oui, mais où ?

Ce n'est un secret pour personne, les écologistes traversent actuellement une crise. Crise d'identité, crise de croissance... bien malin qui pourrait prononcer un diagnostic.

La Gueule ouverte par sa fusion avec Combat non violent s'engage résolument dans la voie militante... et non violente.

Le rassemblement de l'été 1977 à Malville se cherche. Il est probable qu'il ne s'agira pas d'un rassemblement traîne-savates mais ce ne sera pas non plus un rassemblement offensif, radical. Le débat s'il n'est pas clos au moins eut le mérite d'être posé.

Après le succès des municipales, les vocations politiques de l'approche des législatives s'affirment chez certains. Là encore un débat de fond est lancé.

Cette réflexion tous azimuts qui s'engage actuellement chez les écologistes a toujours existé à l'état latent. On ne peut donc pas parler de surprise à ce niveau. Ce qui est nouveau par contre c'est l'acuité de cette réflexion et il semble qu'il s'agisse là de la rançon du succès des Verts dans l'opinion publique de ce pays.

De l'époque où Fournier, seul, dénonçait chaque semaine dans Charlie Hebdo l'immence de la catastrophe écologique qui nous menace, les temps ont bien changé. Une multitude de groupes s'est lancée dans un activisme ponctuel. Ici on s'est battu

contre le nucléaire, là contre un barrage ou une autoroute, ailleurs contre la pollution d'une rivière... Chacun dans son coin, avec le sentiment réel de n'être qu'une poignée recherche souvent l'unité à tout prix. Dans la plupart des manifestations ou rassemblements, il n'était pas rare de voir se cotoyer l'environnementaliste style ramasseur de papiers gras, l'écologiste de droite défendant ses privilèges, le marginal communautaire bicolorant son éolienne, le politicien en herbe flairant là un futur fromage... L'ambiguïté caractérisant l'unité de ces différents courants collait d'ailleurs très bien avec la psychologie de l'écologiste moyen qui était souvent un peu tout cela en même temps. Cette période héroïque de l'écologie, par l'urgence des luttes, leur ponctualité et leur caractère minoritaire, fit en fait l'économie d'un débat de fond sur l'Ecologie.

Aujourd'hui les temps ne sont plus à « l'économie » ! L'audience de ces groupes multiples s'est énormément développée et a pris un caractère global de loin la simple addition des possibilités de chacun. C'est le phénomène VERT, c'est le passage d'un mouvement minoritaire à un mouvement de masse.

Dans cette phase de croissance de l'audience écologique, il est logique que les hommes, les modes d'organisation et les courants divers composant le mouvement se

redéfinissent par rapport à cette situation nouvelle. Sous les feux croisés des tentations parlementaristes et des sirènes sécurisantes de l'impuissance du marginalisme, l'ambiguïté de l'unité passée va aboutir à une clarification, à la redéfinition de la nouvelle identité du mouvement écologique.

C'est là que les anarchistes, les libertaires ont un rôle important à jouer !

Un rôle d'impulsion dans la voie qui mène à la COHERENCE, qui seule permettra de recentrer l'éclatement de la critique écologique dans le champ social sociétaire.

Une évidence s'impose en effet. La crise économique pose dans sa résolution le problème d'un changement de SOCIETE.

La grande leçon que l'on peut tirer de l'écologie c'est que la nature, la VIE, représentent un EQUILIBRE global où les relations d'interdépendance de ses différents éléments constitutifs s'analysent en termes NON HIERARCHIQUES. Chaque chose et chaque être a sa place et son rôle spécifique dans l'équilibre global. Il s'agit donc d'une unité reposant sur l'EGALITE dans la DIVERSITE.

Les grands thèmes du projet anarchiste ne sont rien d'autre que la concrétisation économique, politique, sociale, morale... de cette idée. Murray Bookchin (1) dans ses deux ouvrages exprime clairement la convergence entre

la société communiste libertaire et la société écologique.

Fédéralisme des collectivités, gestion directe d'une économie basée sur la production de l'UTILE, techniques et sciences analysées en fonction de leur finalité, vie quotidienne basée sur la libération des potentialités créatrices de l'individu, représentent parfaitement cette volonté d'unité basée sur l'ASSOCIATION libre d'éléments EGALIS mais DIVERSIFIÉS.

Le refus de l'ETAT, du centralisme bureaucratique n'est rien d'autre que la négation de cette unité anti-écologique qui repose sur la centralisation d'éléments SIMPLIFIÉS tendant de plus en plus à l'IDENTIQUE.

Bookchin développe tout cela et il faut le lire. Il dit même, et je le suis tout à fait, que le développement technologique et scientifique permet aujourd'hui de donner les moyens matériels à une autogestion généralisée, à une société d'au-delà la RARETE.

On peut dire sans forfanterie que la société anarchiste exprime d'une manière globale et systématisée les aspirations profondes des préoccupations écologiques. A nous de dynamiser cet avantage !

Notre idéologie qui est celle de la liberté ne peut être vécue comme collective, c'est là notre maître. Impulseurs, nous ne pré-

tendons pas à la direction (fut-elle déconscience) du mouvement écologique. Nous pouvons proposer un projet global composé de points forcés autour desquels peuvent s'articuler la vitalité de recherches et de pratiques spécifiques. Nous pouvons également impulser une pratique organisationnelle centrée sur la fédération de groupes autonomes.

Dans le moment présent de la recherche d'une nouvelle identité du mouvement écologique, l'anarchisme a un rôle capital à jouer permettant d'éviter les écueils que représentent le parlementarisme ou le marginalisme.

En proposant sans ambiguïté aucune, les termes de la SURVIE par une analyse globale des conditions de la VIE on peut dire que l'écologie apporte au projet anarchiste la base scientifique de son inéluctabilité.

L'avenir de l'humanité implique à brève échéance le choix entre le socialisme libertaire ou la barbarie intégrale c'est-à-dire le suicide écologique de la planète.

L'avenir de l'humanité est aujourd'hui à un carrefour où le feu est rouge, espérons et agissons pour que l'écologie ne rate pas le feu « vert ».

J.-M. RAYNAUD

(1) « Vers une société écologique » et « Pour une technologie libératrice ».

MALVILLE : 30 JUILLET

100 000 ! Il faut que nous soyons plus de cent mille personnes à Malville le 30 juillet !

L'appel de la Coordination Rhône-Alpes contre le Surgénérateur « Super-Phénix » mobilise de jour en jour davantage de monde, conscients du délire technocratique que revêt un tel projet.

Outre les dangers classiques (non résolus souvent) communs aux centrales à uranium enrichi (effluents radioactifs, manutentions, évacuations, transports et retraitement des combustibles irradiés, etc.), le Surgénérateur « Super-Phénix » présente des risques qui lui sont spécifiques :

Explosion nucléaire de plutonium et/ou de sodium car « SP » utilise :

- Comme combustible : le plutonium.

4,5 tonnes d'oxyde de plutonium mélangé avec de l'uranium. Période du plutonium PU 239 : 24 400 ans.

Or, « il est actuellement admis que la dose mortelle, fixée dans l'organisme, est de 0,7 microgrammes » (0,7 millionnièmes de gramme). P. REGNAULT, conférence C.E.A. n° 35, C.E.M. de SACLAY (1957) : « L'extraction du plutonium ».

- Comme circuit de refroidissement : le sodium. 6 000 tonnes de sodium fondu (entre 400 et 600°), réparti en deux circuits (primaire et secondaire).

Les seuls éléments qui ne réagissent pas avec le sodium sont les gaz inertes et l'argon qui forme le « ciel de réacteur ».

Tous les autres contacts sont sources d'incident ou d'accident :

- l'air (« feux de sodium »).
- l'eau (« réaction explosive »).
- le plutonium.
- l'acier inoxydable (capture de carbone et transformation de l'acier en fer).

Les risques écologiques que font encourir les technocrates irresponsables et infantiles de l'E.D.F. à la population, justifient à eux seuls une mobilisation massive antinucléaire. Leur aveuglement et leur fuite en avant dans le programme électronucléaire s'apparentent à un nouveau mysticisme mais surtout à un mépris profond pour le peuple, pour les « non-spécialistes », ceux qui n'ont-ont-à-dire.

Mais SUPER PHENIX n'a pas qu'un seul faciès horrible. Il s'avère que ce type de production énergétique est corréléable avec une société qui lui correspond en tout point, le centralisme fascinant : l'Etat.

SUPER PHENIX, c'est aussi :

- le centralisme outrancier,
- l'interdiction de s'interroger sur la validité de telles ou telles productions (de l'énergie est produite, il faut bien la justifier en consommant de l'électrique - « TOUT ELECTRIQUE/TOUT NUCLEAIRE »).

- c'est la peur constante du sabotage et des vols de matières radioactives (plutonium), d'où renforcement du système policier et surveillance de la population (qui surveille qui ?),

- la possibilité toujours présente de réaliser des bombes thermonucléaires (« SP » produit du plutonium avec l'irradiation de l'uranium par les neutrons dans le réacteur),

- la crainte d'un tremblement de terre (voir la déclaration récente d'Haroun TAZIEFF).

- l'omniprésence renforcée de l'Etat...

En étant conséquents avec notre réflexion inquiète devant une telle aberration, nous pouvons juger notre combat contre la technocratie électronucléaire comme relevant des thèmes libertaires.

SOUSCRIPTION AU MONDE LIBERTAIRE HEBDO (du 15 mai au 15 juin)

400	ANONYME	100	HUET	300
50	FONTARENSKY	1 000	Groupe VOLINE	740
40	LECOMTE	1 000	LEFEVRE	100
20	VERSCHEURE	232	TEYSSIER	28
70	RODRIGUEZ	100	LIONEL	50
600	Groupe MALATESTA	40	FRED	410
180	Groupe OYONNAX	100	ARDY	81
110	JEAN PAUL	20	MALLIA	30
30	CARREAU	20	CABEZUELO	35
20	TOURS	20	KIPPER	50
10	GERARD	50	Groupe ROUEN	150
35	VENEIN	500	HELIARD	25
50	ANONYME	10	Régionale RHONE-ALPES	45
75	SAPALY	10	SERET	150
19	FROGER	55	Groupe FRESNES-ANTONY	1 500
40	SAVARY	20	FETE	5400
189	ANONYME	25	PUBLICO	410
100	COLLETTE	100	ABONNEMENTS	7 975
80	FERNANDEZ	50	TOTAL	23 771
100	DEBRONCKART	7	Mois précédents	204 167
50	GARGALLO	30	TOTAL GENERAL	227 938
25	ROUSSELOT	520		
100	ANDRES	50		
100	DANANCIER	100		

Nous sommes partie prenante d'une société sans classes, où la technique doit être présente, mais surtout où l'homme, l'individu, seul au sein de conseils de base, de communes, fédérés, maîtrise la production avec une technologie douce, efficace, durable et si possible gratuite.

Ce genre de considération ne relève pas de l'utopie. La technique actuelle plus que jamais le permet.

C'EST POURQUOI TOUS LES LIBERTAIRES SE DOIVENT D'ETRE A MALVILLE LE 30 JUILLET, contre ce nouveau jalon du fascisme technocratique.

LIONEL

Lire : l'excellente revue (très bonne vulgarisation) : ECOLOGIE n° 7 « SURGENERATEUR, COMPRENDRE ET AGIR » - MALVILLE « VERS UNE TECHNOLOGIE LIBERATRICE », de l'anarchiste américain Murray BOOK CHIN.

ENCORE 87 068 F POUR L'HEBDO !

Amis souscripteurs,

En 9 mois nous avons, tous ensemble, tenu ce qui pouvait apparaître à certains une gageure : Franchir le cap des 200 000 F sans que pour cela les souscriptions ne s'épuisent. Le résultat de ce mois en est la preuve.

Cependant notre effort ne doit pas se relâcher et même il doit s'accroître.

En comptant les 35 000 F de réserve du mensuel, nous n'avons plus que 87 068 F à réunir pour atteindre les 350 000 F qui nous permettront de sortir le MONDE LIBERTAIRE HEBDO dans des conditions optimales.

Nous sommes certains que vous aurez tous à cœur de nous aider à boucler la souscription dans les quelques mois qui restent au mensuel.

**87 068 F EN 3 MOIS POUR L'HEBDO !
C'EST POSSIBLE !**

POURSUIVONS L'EFFORT POUR LA PRESSE ANARCHISTE !

Tarifs et abonnements au "Monde Libertaire"

HEBDOMADAIRE

3 F le numéro
Parution octobre 1977

Envoi normal	Envoi sous pli fermé	Etranger (*)
2 ans (104 numéros)	200 F	375 F
1 an (52 numéros)	125 F	210 F
9 mois (39 numéros)	95 F	160 F
6 mois (26 numéros)	65 F	110 F
3 mois (13 numéros)	35 F	55 F

SOUTIEN - 1 AN : 200 F

(*) Allemagne (R. F. A.), Belgique, Canada, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse.

(LES TARIFS AVION et autres pays seront fournis sur votre demande.)

NOM : _____

PRENOM : _____

RUE : _____ N° _____

VILLE : _____

Code postal : _____

- Je désire m'abonner à l'hebdomadaire dès sa parution.
— Ci-joint le règlement de F pour numéros
- chèque bancaire chèque postal (3 volets)
 Mandat lettre autre mode (à préciser)...

(cocher la case correspondante)



**ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT
FAITES ABONNER VOS AMIS !**

**SOUSCRIVEZ
AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE**

C. C. P. Yvonne DALMENECHES 14.277-86 PARIS - 3, rue Ternaux 75011 PARIS

MONSIEUR GISCARD D'ESTAING A RAISON !

par Maurice JOYEUX

Je suppose que le titre de mon article étonnera certains de nos lecteurs ? Cependant en parlant de de jeunes lycéens, Giscard a employé deux formules que nous n'avions jamais entendues dans la bouche d'un personnage officiel, que celui-ci appartienne à la majorité ou à l'opposition. Il a d'abord déclaré que l'enrichissement continue des matières premières importées et de l'énergie nous interdisait de penser que nous pourrions revenir en arrière et connaître à nouveau une économie en expansion, comme nous en avions connu entre les années 1960-1974. Ensuite, il a dit à ces jeunes gens, qu'il fallait savoir ce que nous voulions ! Ou nous conserver notre cadre de vie à l'intérieur du système que nous subissons et il nous faudra trouver de l'énergie pour l'assurer et en payer le prix si s'agit de l'essence ou en assurer le risque si s'agit de l'énergie nucléaire !

Giscard a raison ! Si la société entend demeurer ce qu'elle est, avec son cortège d'inégalité, de productions inutiles ou dangereuses, ses différences de classe, ses incitations publicitaires, son commerce de l'argent, alors oui il faut courir le risque de la catastrophe nucléaire à l'instant où le pétrole se rarifie ! Et Giscard à une question a répondu qu'à son avis l'expansion du système doit se poursuivre jusqu'à la fin du siècle. Giscard a raison, si les hommes désirent que le système économique continue, dans l'espoir d'être les heureux élus d'une société de classe.

D'ailleurs ces deux formules dont s'est servi Giscard, vous les connaissez amis lecteurs, car ça fait trois ans que nous disons que l'on ne reviendra pas en arrière, qu'une page est tournée, que cette crise du système qui s'aggrave et que le régime en fera payer les frais aux plus pauvres. Ça fait trois ans que nous disons dans notre journal comme dans nos interventions publiques qu'il faut savoir ce que nous voulons ! La continuation d'un système qui nous mène droit à une catastrophe économique ou la transformation d'un régime qui nous procurera un autre mode de vie, n'ayant rien de commun avec celui que nous subissons aujourd'hui. Oui Giscard a raison et il ne dit pas autre chose que nous lorsqu'il constate l'état de santé du système. **Mais à tort lorsqu'il nous dit que seul ce système économique peut assurer le plein emploi, des rémunérations acceptables, des chances de promotions satisfaisantes, la fin de la crise !**

Dans un excellent article du Figaro, Jean Fourastie pose très clairement le problème économique auquel la société doit faire face. « Les temps faciles sont terminés » dit-il, il ajoute « le temps millénaire, celui du monde fini, de la rareté, de la lutte pour la vie recommence ». Enfin il nous dit la vérité toute simple devant laquelle les hommes d'Etat, les politiciens en tout genre, et les syndicalistes bornés reculent. « La grande affaire, quelque soit le parti au pouvoir, sera d'acheminer le pays vers un régime où une efficacité croissante ne s'accompagnera plus d'un niveau de vie croissant. »

Vous avez bien lu ? Voilà la

perspective du pouvoir. La croissance supposée de la production ne doit pas servir à augmenter le niveau de vie, mais simplement à compenser la hausse des matières premières et à conserver les différences de classes. Les « syndicalistes révolutionnaires » qui prônent la croissance tous azimutés ont bonne mine, dans leur petit univers bureaucratiques, lorsqu'ils rêvent que tout va continuer comme avant. D'ailleurs Fourastie les informe que le problème ne sera pas plus résolu par la droite que par la gauche, que pour l'une ou l'autre de ces informations le problème à résoudre sera le même : éponger l'augmentation des matières premières dans le cadre du régime économique qui est le nôtre. Et dans le cadre du régime capitaliste seul les salaires bloqués alors que la production augmente peut limiter les dégâts. Et Fourastie ajoute que le seul « programme commun viable » est celui qui contient la limite du prix de revient (vous savez ce que cela veut dire) l'efficacité, la productivité, la production, le commerce extérieur. Et bien en cas de victoire de la gauche, après les six premiers mois où quelques réalisations seront compensées par la hausse du coup de la vie, gageons que nos farouches socialistes nous serviront le programme Fourastie ce qui rappellera aux hommes de ma génération des vieux souvenirs ! Et il ne peut en être autrement les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Si aujourd'hui, les politiciens et les défenseurs du système posent avec précaution les véritables problèmes auxquels l'économie s'affronte, si les politiciens de gauche tel Mitterrand ou Mendes France prennent avec précaution le virage dans leurs prévisions sur le chômage et l'inflation, le mouvement syndical, qui par sa nature devrait se sentir concerné, comprend mieux que les autres groupes sociaux le caractère de l'économie, sa détérioration, l'impossibilité de la redresser autrement qu'en « changeant la vie », c'est-à-dire en répartissant le revenu national de façon différente que ne le fait le système capitaliste de classe, le mouvement syndical se traîne lamentablement derrière un programme commun sans consistance ou sans avenir, ou derrière un libéralisme avachi et en voie de désagrégation. Ce mouvement syndical qui malgré sa « grandiloquence » est profondément conservateur même lorsqu'il se réclame d'un « anarcho-syndicalisme » de façade, pratique la politique de l'autruche, la tête enfouie dans le bavardage, ses grosses fesses offertes à tous les coups de pied au cul ! Le dernier en date étant naturellement la réponse méprisante de Barre à la grève des 24 heures.

Cette grève de 24 heures personne n'y a cru. On l'a faite parce qu'il fallait bien faire quelque chose et comme personne ne savait ce faire on a ressorti de l'armoire aux accessoires cette grève de 24 heures, dans le dessein d'effrayer les bourgeois alors qu'elle n'effraye plus personne et donne bonne conscience à tous. Le mouvement syndical donne l'impression à ses troupes d'être passé à l'attaque de la bourgeoisie, d'avoir résister victorieusement à l'adversaire et chacun rentre chez soi en attendant que sor-

tent de l'urne électorale des alouettes toutes rôties dont les uns et les autres revendiqueront la paternité.

Pourtant, malgré son usure, seul le mouvement syndical de par son histoire même si elle est bien oubliée et de sa doctrine même si elle est servie à la sauce de tous les politiciens, pourrait poser le problème économique sur ses véritables bases. Il ne le fera pas ! ni les réformistes sans réforme, ni les révolutionnaires sans révolution, ni l'appareil conservateur de tradition, ni la base accrochée à sa médiocrité car il faudrait dire la vérité, faire face aux transformations indispensables et la vérité effraye l'électeur, et la vérité fait fuir le cotisant.

Un récent sondage a révélé que 61 % de la population pense que l'arrivée au pouvoir de la gauche n'affectera pas son revenu, et bien, toute l'attitude des politiciens de gauche comme des syndicalistes tient dans cette constatation : la masse des citoyens se tient au centre de l'échiquier politique ! Centre droit, centre gauche ? Pour attirer suffisamment de suffrages pour faire la différence les jours d'élections, pour garnir l'organisation syndicale de suffisamment de cotisants, pour soutenir le poids de l'appareil, il faut être rassurant, promettre au besoin la lune sans convier les citoyens à courir le risque d'un voyage dangereux pour l'atteindre.

Giscard et Fourastie ont raison ! Il faut savoir ce que l'on veut. Mais Giscard et Fourastie ont tort lorsqu'ils croient que les sacrifices des travailleurs mettront fin à la crise. Savoir ce qu'on veut, c'est accepter des sacrifices pour sauver le régime de classe, alors que dit Giscard, il ne retrouvera jamais sa prospérité d'antan ! Savoir ce que l'on veut c'est en finir avec le système capitaliste, ou se contenter de corriger quelques-uns de ses excès. De toutes façons il faut dire claire-

ment ce que l'on veut, ou alors le « vertige » révolutionnaire n'est plus qu'une publicité destinée à vendre une image de marque.

Mettre fin à la crise passe par une réorganisation complète de la production et de la distribution. C'est l'expropriation du capital dont le but est le profit et l'organisation de la production de façon à changer la vie.

Changer la vie c'est supprimer le chômage par la diminution des heures de travail jusqu'à ce que soit réalisé le plein emploi.

Changer la vie c'est égaliser les revenus de chacun quelque soit la place qu'il occupe dans la société de façon à ce qu'il puisse jouir des efforts de la collectivité.

Changer la vie c'est déterminer la production en dehors des intérêts d'une classe privilégiée et à partir des besoins de la population.

Changer la vie c'est faire participer toute la population aux décisions qui la concerne.

Changer la vie ce n'est pas produire pour produire, la performance dans le cadre du système capitaliste ne servant qu'à enrichir les possesseurs des moyens de production et leur laquais.

Changer la vie c'est empêcher que la production toute azimutée à partir d'intérêts factices créés par l'incitation publicitaire pour le seul intérêt de la classe dirigeante, détériore le cadre de vie.

Changer la vie c'est détruire une classe politique qui associe son autorité sur des notables de sous-préfatures, clients du système capitaliste qui, en échange, leur jette quelques miettes de pouvoir et leur gantit le couteau de leur auge.

Changer la vie c'est briser l'autorité de l'Etat élément de coordination des intérêts de classe de la bourgeoisie.

Changer la vie c'est faire la révolution sociale.

Oui Giscard a raison, il faut savoir ce que l'on veut ! La leçon doit nous être profitable. Giscard lui veut conserver une société de classe et pour cela il lui faut faire payer la crise par l'ensemble des classes défavorisées. Giscard est logique avec lui-même ; mais Giscard se trompe lorsqu'il croit que le sacrifice des autres permettra aux siens de survivre dans une économie rendue plus difficile par l'évolution du tiers monde que dorénavant rien n'arrêtera.

Mais nous aussi nous devons savoir ce que nous voulons ! Le phénomène économique auquel nous assistons, ne nous épargnera pas plus qu'il n'épargnera la droite ou la gauche. La redistribution des richesses permettant de faire vivre l'économie est irréversible. Cette situation les travailleurs ne pourront l'assumer qu'en modifiant profondément les structures de production et de distribution. En faisant disparaître le profit, en orientant l'investissement, en déterminant les priorités, en changeant le cadre de vie.

Et cela suppose des sacrifices, c'est certain. Toutes transformations économiques supposent des sacrifices. Le problème est de savoir si ces sacrifices les travailleurs les consentiront pour que continue le régime d'exploitation de l'homme par l'homme ou pour y mettre fin.

Le réformisme politique et syndical n'est rien d'autre que l'ultime tentative pour sauver un système capitaliste libéral en corrigeant quelques-uns de ses erreurs ! Il sera emporté par la vague de fond qui emportera ce régime. Mais le régime ne disparaîtra pas sans livrer un ultime combat auquel il faut nous tenir prêt.

Giscard a raison : Il faut savoir ce que l'on veut !

Ce que nous voulons, nous, les anarchistes, c'est une société de caractère socialiste libertaire. Il nous reste à nous en donner les moyens.

DES BREBIS GALEUSES A POLYTECHNIQUE ?

L'Ecole Polytechnique (l'X) partage avec l'Ecole Nationale d'Administration (l'E.N.A.) l'honneur de former ce qu'il est convenu d'appeler « les élites dirigeantes de la France ». Il est donc souhaitable, et même nécessaire, que les produits de ces Ecoles aient un sens aigu de la discipline et de la hiérarchie, professent un conformisme rassurant : en un mot, qu'ils n'aient pas le « mauvais esprit ». On sait que l'Ecole Polytechnique est une école militaire, bien que le nombre des élèves qui, au sortir de l'école, restent dans l'armée, soit de plus en plus réduit. Ce caractère militaire semblait protéger l'X de l'intrusion possible de brebis galeuses. Il paraît que le Service de Psychologie de l'Ecole (médecin-chef Segalen) redoute quelque contamination et envisage des mesures préventives. Le 14 février dernier, il a invité les membres parisiens de l'Union des Professeurs de Spéciales (classes préparatoires des lycées aux écoles d'ingénieurs et à l'X) à une réunion-discussion, et voici ce qu'on peut lire dans le Bulletin de l'Union (n° 119, mai 1977) :

« Le Docteur SEGALAN a indiqué que son Service existe depuis 30 ans, qu'il est depuis plus

de 8 ans à la tête de ce Service, dont il est le quatrième directeur.

Ce service était initialement destiné à soigner les élèves de l'Ecole ayant des problèmes (traitements individuels ou par psychologie de groupe). Les problèmes deviennent d'ailleurs plus aigus avec l'isolement de Palaiseau, et le fait que l'année de Service Militaire a lieu avant l'entrée à l'Ecole.

Il lui a donc semblé qu'il fallait dire aux futurs candidats toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer à l'Ecole, de façon à ce qu'ils soient bien informés et, éventuellement renoncant à entrer à l'X.

La discussion qui suivit fut vive. Les collègues ont critiqué les propositions sur 3 points :

a) Dissuader certains élèves d'entrer à l'X revient à choisir comme candidats de gentils élèves bien dociles. Ce n'est pas ainsi que nous voyons les futurs cadres de la Nation ;

b) Nos élèves vont forcément être amenés à croire qu'un entretien avec ce Service Psycholo-

gique peut apporter un élément à leur dossier et les aider à être admis à l'Ecole ;

c) Bien que nous fassions confiance à nos interlocuteurs en ce qui concerne le secret professionnel, le caractère militaire de leur activité peut les contraindre à violer ce secret. »

L'Union des Professeurs de Spéciales — qui n'a rien de révolutionnaire et qui croit aux « futurs cadres de la Nation » ! — a décidé qu'elle ne pouvait servir d'intermédiaire entre le Service Psychologique et les élèves, et, dans certains établissements, les professeurs ont décidé « de demander à leur proviseur de ne plus ouvrir leur lycée aux psychologues de l'X ».

On voit poindre le bout de l'oreille : une oreille d'âne, dès qu'il s'agit de psychologues, par surcroît militaires ! Un tri préalable parmi les futurs candidats remplacerait les « interdictions professionnelles » qui ont cours en Allemagne Fédérale. Faut-il s'en indigner ou se réjouir, au contraire, à l'idée que le non-conformisme pourrait menacer l'X, ce bastion de la bourgeoisie et de l'Etat ?

Jean BARRUE

NUCLEAIRE... ARMEE...

AUTOREDUCTEURS CONTRE GDF - EDF

1^{er} ROUND

Toulouse, le 27 mai 1977.
Tribunal d'Instance.

Gaz de France était assigné devant le Tribunal d'Instance par deux Toulousains pour coupure abusive du gaz, suite à l'autoréduction de 15 % opérée sur leurs factures d'électricité.

Ces réductions de 15 % correspondant à la hausse des tarifs E.D.F. en mars 1976, visait à protester contre le développement de l'électro-nucléaire imposé par E.D.F. Il est à signaler que les factures de gaz étaient toujours payées intégralement. Alors qu'E.D.F. poursuit sa politique du fait accompli (achats de terrains, constructions de centrales nucléaires, début des travaux avant autorisation), et sa publicité illégale et tapageuse, (le tout-électrique par exemple...), c'est un acte de légitime défense décidé aux Assises Nationales contre Super-Phénix à Morestel.

A la suite de cette assignation, Gaz de France remettait sans commentaire et avec désinvolture (123 jours après la coupure) le gaz à l'un des autoréducteurs. Pris de panique devant l'argent et l'honneur qu'il allait perdre (!), le Service Public dévoyé E.D.F. a assigné ces derniers pour la même date, sans respecter les délais de procédure, en ces termes : « pour avoir opéré une retenue de 15 % sur la facture d'électricité pour des motifs idéologiques... vu leur comportement malveillant et leur résistance abusive... les promoteurs d'une campagne systématique de harcèlement d'E.D.F... justifiant l'obtention de dommages-intérêts qui ne sauraient être évalués à moins de 500 F pour l'un et 5 000 F pour l'autre ».

La « Malveillance » d'E.D.F. consistait par la voix de son avocate à essayer de persuader le juge qu'elle ne pouvait plaider les 2 procès séparément. Or on se rappelle qu'en janvier 1976, un autoréducteur en attaquant simplement E.D.F. pour coupure abusive de gaz, avait été débouté; les services E.D.F.-G.D.F. étant considérés comme juridiquement distincts.

Suite à une grande mobilisation :
- affichage massif sur Toulouse, faire-part de procès dans la presse, nombreuses « félicitations d'usages » reçues par le Juge (lettres et télégrammes d'un peu partout, a-t-il avoué à l'audience) ;
- une centaine de personnes et un chien somnolent présents, voyaient se refermer le piège : les 2 procès étaient amalgamés et reportés.

Devant la protestation de la salle, un débat public s'est ouvert avec le juge... l'avocate d'E.D.F. était partie... rappel par le juge, elle revient mais refuse de plaider séparément « les 2 procès ou rien »... La salle « le procès du gaz tout de suite ». Malheureusement pour E.D.F., son assignation était reconnue nulle par le juge (non respect des délais, deux noms sur une même assignation)... le juge commençait le procès intenté à G.D.F., l'avocate refusait de plaider; le représentant d'E.D.F. étant parti (le chien était toujours là).

Le juge acceptait d'entendre les deux autoréducteurs sur le pourquoi de cette action, l'avocat sur les dangers du nucléaire et sur le caractère abusif de cette coupure du gaz.

Le procès est en continuation, le tribunal donnera son verdict après avoir entendu prochainement l'avocate de G.D.F. AFFAIRE A SUIVRE... FIN DU PREMIER ROUND.

A la suite une voiture d'E.D.F. était prise d'assaut par les autocollants anti-nucléaires. Le chien nous accompagnait dans les locaux d'E.D.F. pour la prise de parole à l'adresse des agents E.D.F. et du public. Dans le hall d'E.D.F. 25 kg de publicités illégales incitant à la consommation d'électricité : chauffage électrique, électro-ménager, ont disparu pour être recyclés.

Pour terminer, visite à SUD-RADIO qui acceptait l'interview présentant l'action le jour même à 18 h 30.

Comité autoréduction 15 %
E.D.F. Toulouse

« LE MONDE NOUVEAU »

de Pierre BESNARD

réédité par le groupe
Fresnes - Antony

En vente à Publico - 15 F

CHATEAUDUN

Un comité contre l'extension de la base aérienne

La base aérienne de Chateaudun (Eure-et-Loir) est une des principales bases de stockage de l'armée française. C'est elle qui recueillit en 1967 les 50 Mirages israéliens mis sous embargo par de Gaulle. Elle abrite également le C.G.M.T.A.A. (Centre de Gestion du Matériel Technique de l'Armée de l'Air).

Au mois d'octobre 1976, la presse locale reproduisait un arrêté d'expropriation concernant 12 ha 88 de terres cultivées, afin de permettre l'allongement de 200 m de la piste d'envol dans la direction de Chateaudun. Les éléments de l'enquête d'utilité publique, exposés à la mairie, permettaient de constater que les plans d'agrandissement avaient été tracés sur le cadastre de... 1959 ! Or, depuis cette époque, la ville s'est considérablement étendue vers l'est, ce qui met les pavillons les plus récents à environ 500 m de la limite de la B.A.

La propagande militariste, s'exprimant largement dans la presse locale, faisait valoir que cet allongement avait justement pour but d'augmenter la sécurité lors des décollages des avions actuellement stocks. Or, au même moment, la firme Dassault présentait son dernier prototype, le Mirage 2000. Ce chasseur lourd, porteur de charge nucléaire, est destiné à être la pièce maîtresse de la force de frappe française d'ici 1985 : il n'a qu'un défaut : il lui faut 2 400 m pour atterrir. La piste principale de la B.A. de Chateaudun ne mesure que 2 200 m...

Une autre coïncidence troublante : à peine un mois après, un autre avis d'expropriation notifiait la décision d'implanter, près de la base, un radiophare omnidirectionnel automatique dont le principal avantage est de permettre les atterrissages et décollages de nuit. A partir de ce moment-là, il apparut assez clairement que l'objectif de l'armée était de faire de cette base de stockage une base opérationnelle, un nouveau pion sur l'échiquier de la défense nucléaire française dans le cadre de l'O.T.A.N.

La municipalité sortante s'était prononcée, dans un souci électoral, contre cette extension, proposant que l'armée allonge la piste dans la direction opposée... Le P.C.F. qui avait, dès le début de l'affaire, pris l'initiative en faisant circuler une pétition (500 signatures), semble avoir renoncé à cet axe de lutte depuis qu'il a conquis la municipalité. La seule véritable opposition à l'extension de la base se résume désormais dans le C.C.E.B.A.C. (Comité Contre l'Extension de la Base Aérienne de Chateaudun). Créé par des libertaires et des pacifistes, il rassemble déjà une cinquantaine de personnes depuis sa première réunion publique le 8 juin dernier.

Cette réunion a permis de faire le point sur le problème et, en donnant la parole à tous les citoyens concernés, de dégager les principales lignes d'action du Comité : d'une part, la présence d'une dizaine de paysans venus des villages voisins de la base a ouvert la perspective d'un mouvement d'opposition encerclant littéralement la base ; d'autre part, il sera fait pression sur le député (R.I.) qui habite une de ces communes menacées afin qu'il pose une question orale à l'Assemblée Nationale... sans illusion bien entendu !

C'est en tout cas une action de longue haleine qui vient d'être entreprise sur cette petite ville de Chateaudun. En effet il est certain que l'armée ne lâchera pas si facilement : les réactions furieuses de la hiérarchie militaire en apprenant la création du C.C.E.B.A.C., ses tentatives de pression sur la municipalité communiste pour qu'elle nous retire son soutien bienveillant, des menaces même de constituer des commandos d'intervention violente (!) prouvent bien que le conflit engagé est loin de voir son dénouement.

Il faut dans l'immédiat attendre l'ouverture de la deuxième enquête d'utilité publique. Le Comité s'attachera justement à se renforcer au

maximum afin de pouvoir faire front efficacement à ce moment crucial.

Ce mouvement, s'il est susceptible d'avoir un grand retentissement, sera très différent de ceux du Larzac ou de Fontevault dans la mesure où les intéressés ne sont pas une poignée de paysans (en l'occurrence, ce sont des exploitants aisés) se battant pour conserver leur outil de travail, mais toute la population d'une ville de 17 000 habitants qui va lutter pour préserver son cadre de vie et qui va ainsi prendre peu à peu conscience de la nocivité de cette osmose longtemps vécue à Chateaudun entre la population civile qui produit et la population militaire (la B.A. 279, mais aussi le C.G.M.T.A.A., une caserne d'appelés en plein centre ville et un entrepôt de munitions...) qui serait créatrice d'emplois.

C'est toute une mentalité qui est appelée à être battue en brèche, et c'est cela qui est important. En restant sur ses positions claires et intransigeantes, le C.C.E.B.A.C. peut parvenir à provoquer le divorce définitif entre ces deux populations qui vivent un mariage de raison depuis plus d'un demi-siècle.

Liaison CHATEAUDUN

COMMUNIQUE

Le samedi 28 mai Patrick Frechet, 22 ans, insoumis total depuis le mois de juin 1975 se fait arrêter sur le fief de Charles Hernu.

Dès 9 heures du matin, le **Groupe Insoumission** manifestait devant l'Hôtel de Ville de Villeurbanne. L'Hôtel de Ville était décoré d'une gigantesque banderole rouge et noire sur laquelle figuraient de nombreuses inscriptions; on pouvait y lire notamment :

« **L'insoumission est une révolte naturelle.** »
« **L'insoumission refus viscéral qui se pose en terme de lutte.** »

« **L'insoumission est le refus de la domination des hommes sur les femmes, sur les enfants... de l'Etat sur les ouvriers, sur les paysans...** »

Charles reçut une délégation d'une dizaine de personnes. Il exprima effectivement ses réserves et son désaccord avec l'insoumission, considérant qu'il existait un statut d'objecteur de conscience qui éventuellement pourrait être amélioré; il dit aussi qu'il partageait avec les partis du Programme Commun une conception de la défense qui se résume en une phrase :

« **Front de classe, mais pas lutte de classe.** »

Ce que la presse bourgeoise ne dit pas, c'est que Charles annonça calmement qu'il était prêt à témoigner en faveur de Patrick Frechet, lors de son procès.

« **Eh, Charles, saches que ce n'est pas rentré dans l'oreille de sourds.** »

Le **Groupe Insoumission** voulait voir procéder le maire de Villeurbanne à l'arrestation de Patrick Frechet (en bon démagogue, il refusa). Après avoir perturbé la circulation et avoir distribué des tracts devant l'Hôtel de Ville, le **Groupe Insoumission** se dirigea vers le commissariat de Villeurbanne où, après une courte occupation, on se fit foutre dehors dans les termes suivants : « **tout ce que vous voulez sur la voie publique, mais pas dans un commissariat** ». Le **Groupe Insoumission** se rendit à la gendarmerie de Villeurbanne où, là, les PORCS embarquèrent bien gentiment une bonne partie des manifestants et Patrick Frechet.

Groupe Insoumission de Lyon

IL Y A 50 ANS

L'AFFAIRE SACCO-VANZETTI

L'affaire Sacco et Vanzetti qui s'est ouverte sur le procès d'un crime d'Etat a pris les proportions d'un grand procès mondial dans la lutte de classes.

Les guerres, les événements politiques ont pu masquer les problèmes qui furent soulevés à l'époque mais l'assassinat des deux anarchistes italiens reste encore aujourd'hui le symbole pour la classe laborieuse de l'émancipation internationale des exploités et du courage anarchiste.

La télévision a diffusé récemment l'excellent film réalisé sur le procès de Sacco et Vanzetti et le public a pu, une fois de plus prendre en considération le courage et l'honnêteté de ces gens qui dirigent l'information et les débats, en refusant aux anarchistes et plus précisément à la Fédération Anarchiste de défendre face aux charognards communistes ou atlantistes ceux qui ne pourront jamais être récupérés par les politiciens.

La présence de la sœur de Bart Vanzetti et du petit-fils de Nicola Sacco dans ce débat tronqué et écœurant déroutait le spectateur honnête qui voulait apprendre quelque chose sur les victimes du capitalisme et de l'intolérance et non sur les impressions de leurs bourreaux, cinquante ans après.

Afin de rendre hommage à nos deux camarades qui dorment à jamais au fond de nos cœurs et dont la pensée nous anime pour pousser ardemment nos efforts dans la lutte pour l'anarchisme et essayer d'atténuer l'infamie perpétrée par les faux apôtres de la liberté que sont les gens de la télévision et du Parti Communiste, nous rappellerons qui ont été Sacco et Vanzetti, et dans quelles circonstances leurs vies de militants anarchistes ont été sacrifiées sur l'autel de l'intolérance et de l'injustice étatique.

Nous nous associons avec Louisa Vanzetti dans son combat entrepris depuis des années pour la réhabilitation des deux compagnons anarchistes Bartholomeo Vanzetti et Nicola Sacco, bien que nous ne reconnaissons aucune justice étatique, et lui apportons notre soutien fraternel et moral.

BARTOLOMEO VANZETTI

« Sans nom dans la foule des sans nom », ainsi s'est-il décrit dans l'autobiographie de 20 pages qu'il a rédigé dans la prison de Charlestown. « Histoire d'une vie de prolétaire ».

Bartolomeo était né en 1888 dans un petit village du Piémont, Villafalletto. Doué pour l'étude et d'une intelligence particulièrement éveillée il aurait pu, selon ses professeurs devenir enseignant ou même un savant.

Son père, estimant que les études étaient trop coûteuses, préféra le placer comme apprenti pâtissier plutôt que de le laisser continuer à étudier. De place en place, besognant de ville en ville, il attrapa une pleurésie si grave que son père vint le chercher à Turin début 1907 pour le ramener à la maison.

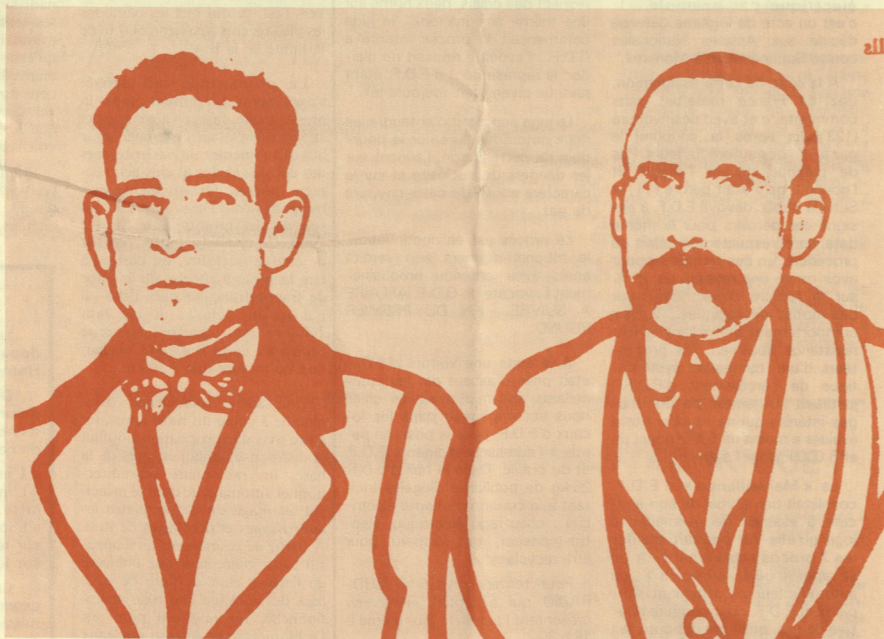
Les jours qu'il passa chez lui, soigné admirablement par sa mère, ont été, a-t-il écrit plus tard les plus beaux de sa vie. Mais ce bonheur fut éphémère, car sa mère atteinte d'un cancer devait mourir au bout de trois mois d'agonie. Vanzetti la soigna avec le même dévouement et la même tendresse qu'elle avait eu pour le soigner. Il s'embarqua au Havre pour l'Amérique après avoir traversé la France à pied.

De New York à Plymouth, Bartolomeo a trimé dur, errant de ville en ville, faisant tous les métiers au bas de l'échelle sociale.

Pour combler son manque d'instruction il avait lu Darwin, Spencer, Hugo, Zola et Tolstoï mais il était depuis longtemps convaincu que seule l'anarchie délivrerait l'humanité de ses chaînes et il étudiait les œuvres de Proudhon, Kropotkine et Malatesta qu'il affectionnait particulièrement.

Tout d'abord employé à la Compagnie de Cordages de Plymouth comme la plupart des Italiens immigrés, il ne reprit jamais son emploi après une longue grève de revendication salariale en 1916. Un ami repartant pour l'Italie lui vendit sa charrette à bras et son fond de commerce de poissons.

C'est ainsi qu'il devint très connu et très aimé dans le quartier. Pommettes saillantes, moustache tombante, l'ami des enfants qui l'appelaient « Bart », effectuait tous les jours ses livraisons de poissons en poussant sa balladeuse dans ces rues très pauvres essentiellement peuplées d'Italiens et de Portugais.



NICOLA SACCO

Il était né en 1891 d'une famille de 17 enfants à Torremaggiore. Comme pour Vanzetti, les années passées au village de leur enfance étaient les plus belles et les plus douces qu'il ait vécues.

A 14 ans, il quittait l'école pour aller travailler aux champs.

Avec son frère Sabino, ils rêvaient de voyages, de partir aux Amériques.

Ils partirent un jour de 1908 et débarquèrent à Boston Est. Nicola avait 17 ans. Sabino ne supporta pas longtemps, l'exil, la vie d'immigrant et moins d'un an après il repartait au pays. Nich persista. Il apprit un métier et devint spécialiste en fabrication de chaussures.

En 1913 il adhéra au groupe anarchiste local « Circolo di Studi Sociali » et participa à l'organisation de meetings, dans les villes voisines, distribua tracts et brochures, ouvrit des souscriptions pour les grévistes et ac-

cueillit Tresca et Galleani, révolutionnaires anarchistes très connus.

En 1916 son groupe organisa un meeting à Milford dans le but de recueillir des fonds pour soutenir les grévistes d'une usine dans le Minnesota. La préfecture n'ayant pas autorisé cette manifestation, les orateurs furent arrêtés et parmi eux, Sacco. Il fut condamné à une amende et c'est là la seule peine qu'il a encourue avant son arrestation dans le tramway de Brokton une certaine nuit de mai.

LE CONTEXTE SOCIAL

L'Amérique entrant dans le conflit de la première guerre mondiale, la propagande anarchiste consista essentiellement à déconseiller aux travailleurs de servir dans l'armée. La seule opposition à la guerre venait des I.W.W., les « Wobblies » et des anarchistes.

En 1919, l'Amérique bafoua le traité de paix, renvoya des immigrés tel qu'Emma Goldmann.

Cette année-là est une année de violence. Deux jours avant le retour du président Wilson de Paris, de la Conférence de la Paix, deux membres d'un cercle anar-

chiste espagnol, « Grupo pro Prensa » à Philadelphie, furent accusés et arrêtés pour avoir voulu attenter à la vie du président.

Quelque temps plus tard, le maire de Seattle, qui combattait « le danger rouge » reçut une bombe dans un paquet postal. Le lendemain, Thomas Hardwick, ex-président de la Commission de l'immigration reçut le même cadeau. On compte ainsi 37 paquets contenant des bombes destinées à diverses personnalités dont Olivier Wendell Holmes, président de la Cour Suprême des Etats Unis et l'avocat général Palmer.

Le 1^{er} Mai fut particulièrement violent, batailles de rues, meetings monstres assassinats dans les manifestations ajoutèrent la terreur populaire américaine.

Luigi Galleani, une figure très connue et estimée de l'anarchisme fut condamné à la déportation pour la publication de sa célèbre « Cronaca Soverisca ».

Peu après des bombes éclatèrent dans 8 grandes vil-

les. Le climat de violence, de terrorisme impulsé par les autorités et les éléments provocateurs indignait le peuple américain qui était hanté par les manœuvres étrangères.

Entre l'activiste anarchiste et le militant qui exerce sa propagande sur les lieux de son travail, dans son quartier, par la parole, son comportement, il y a tout un monde social et idéologique, mais pour beaucoup l'amalgame des deux en terroriste criminel était un excellent prétexte pour repousser les étrangers.

Sacco et Vanzetti avaient la réputation d'être des idéalistes et non des hommes d'action.

Pendant contre les menées répressives et démesurées des autorités qui inculpaient et emprisonnaient tout ce qu'elles voyaient teinté de rouge (le 2 janvier 1920, 6 000 mandats d'arrêts étaient prêts pour les étrangers afin de les déporter — des milliers de prisonniers défilaient dans les rues enchaînés —) les anarchistes ne pouvaient rester silencieux et inactifs. Par les tracts, la littérature, les conférences, les grèves, les occupations, ils restaient en contacts avec le prolétariat.

Le 15 avril 1920, le caissier et son garde de l'usine de chaussures de South Shore à South Braintree sont attaqués et les deux valises contenant la paye des ouvrier leur sont dérobées.

Ils décèderont quelques heures après.

Le 5 mai 1920, dans un tramway de Brokton, on arrête deux usagers. Il s'agit de Sacco et Vanzetti. Ils sont armés. On leur dit qu'on les suspecte et que c'est pour cela qu'on les emprisonne.

C'est la première fois qu'ils sont incarcérés.

La seule charge qu'on retienne contre eux est le port d'armes prohibé.

Ils plaident coupables par le biais d'un avocat nommé d'office, William Callahan.

Le juge chargé de l'affaire décida de les retenir sans caution, en vertu d'un décret de temps de guerre qui autorisait la détention d'individus suspects de crimes.

A partir de cet instant, l'infamie judiciaire est mise en route. A tout prix il fallait que ces deux là endossent les crimes du hold-up du 15 avril. Il fallait qu'ils soient Italiens, que l'un soit petit et brun et que l'autre ait une moustache tombante.

Sacco et Vanzetti devaient faire l'affaire... elle dura 7 ans.

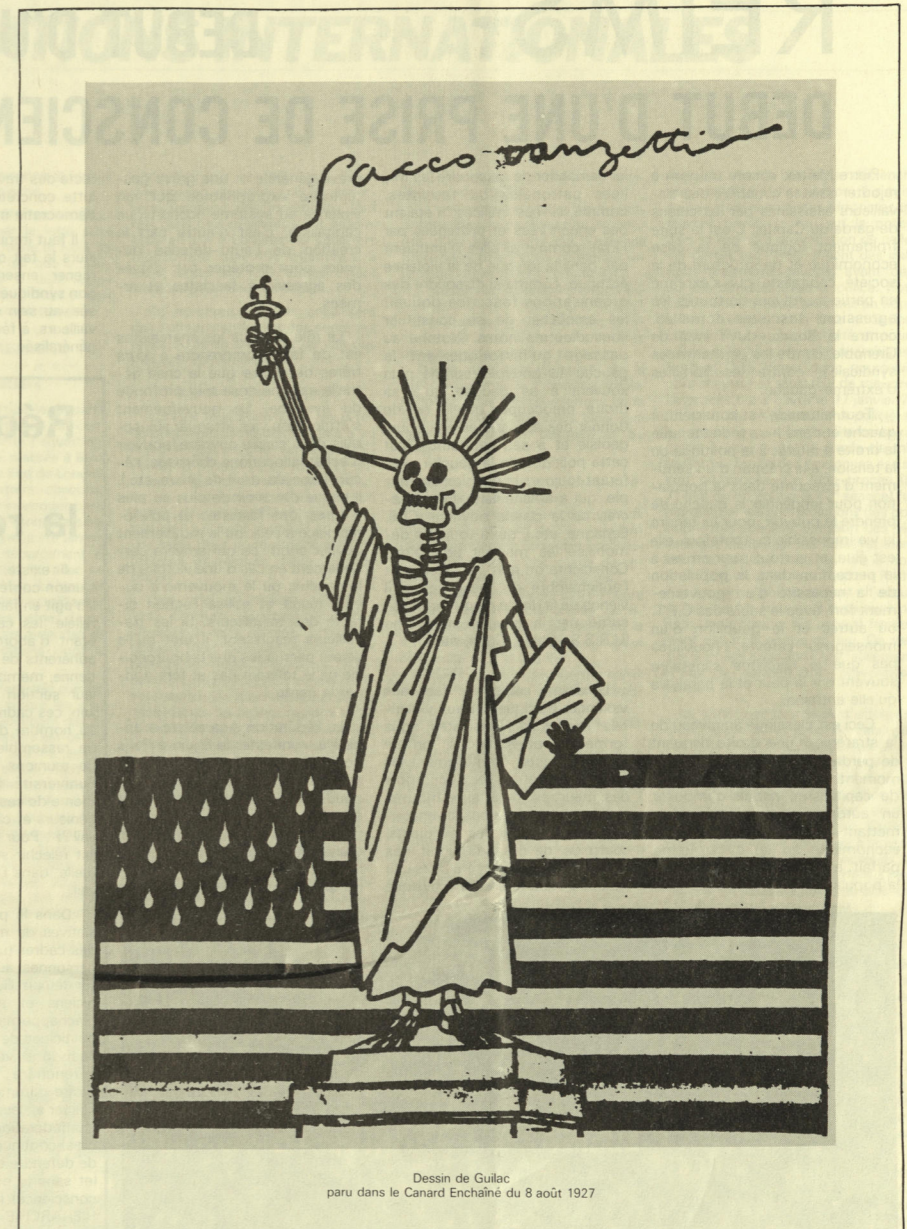
Moins d'un an après l'arrestation des deux anarchistes italiens, tous les anarchistes latins immigrés en Amérique se mobilisèrent en comité de défense et de soutien, la libération de Sacco et de Vanzetti étant leur affaire. Dans ce pays où les idées subversives étaient traquées avec une fureur inquisitoriale, à travers la procès des 2 militants anarchistes, c'était l'organisation et les idées libertaires qu'on cherchait à décimer.

Le but recherché n'échappait à personne : démontrer que les anarchistes n'étaient que des bandits et des criminels à l'opinion publique. Vanzetti fut jugé une première fois. On le condamna pour attaque à main armée à 15 ans de travaux forcés.

Cinq jours après cette condamnation, une bombe explose à Wall Street tuant 30 personnes. On impute ce crime tout naturellement aux anarchistes.

Le 28 septembre 1920 Sacco et Vanzetti comparaissent ensemble devant le tribunal, plaident non coupables, défendus par le célèbre avocat ouvrieriste, Fred Moore.

Le procès a duré des semaines. Les témoignages, les accusations, la haine implacable du juge Thayer, la fougue de Moore, la lâcheté des jurés ont fait de ces journées la bataille oratoire la plus infâme contre le mouvement ouvrier, et contre la liberté d'opinions.



de classe dans le prolétariat. Dans toutes les grandes villes européennes d'énormes et fracassantes manifestations ouvrières ont assiégé les ambassades.

Pour les communistes et leur parti, Sacco et Vanzetti étaient des pions sur l'échiquier de la lutte des classes, symbole commode à exploiter pour que le sang des martyrs anarchistes soit un jour un fleuron pour le Parti Communiste.

Il ne faut pas perdre de vue que si la chasse à l'anarchiste poussait les notables américains à des actes impardonnables de lâcheté, en Russie, sous les couleurs du communisme, c'était le nettoyage par le vide de tous les anarchistes et de leur système fédératif (Kronstadt 1921).

Pendant des mois, des années, on attend que le juge Thayer casse le jugement. 5 motions lui sont présentées par F. Moore : toutes rejetées. Moore abandonne l'affaire sur la demande des 2 inculpés.

En prison, Sacco et Vanzetti continuent ardemment à s'instruire, à lire.

Vanzetti traduit Guerre et Paix de Proudhon, écrit un livre « Evénements et victimes ». On ne comprend pas bien ce qui retenait la justice américaine devant l'exécution. 7 ans d'attente, de motions rejetées, de discussions avec le Commonwealth.

Des millions ont été recueillis par le Secours Rouge dans tous les pays du monde pour faire échapper à la mort Sacco et Vanzetti. En fait les deux martyrs leur servait pour s'affirmer en Amérique en défenseur des opprimés et pour empêcher la solidarité internationale. Ces fonds ont été détournés par ce secours du parti communiste.

Cela est si indigne que le Comité de Défense de Sacco et Vanzetti imprima dans son bulletin : « Nous sommes absolument opposés à la collecte des fonds et à l'utilisation de cette cause en vue d'intérêts politiques et économiques ».

Sacco et Vanzetti refusèrent de se laisser défendre et manipuler par l'Internationale Communiste. Un gangster du nom de Madeiros avoua certain jour que c'était lui avec deux complices qui était l'auteur du hold-up de South Braintree... que Sacco et Vanzetti n'y étaient pour rien.

Thayer a refusé de reconsidérer l'affaire. Il fallut faire monter le courant à 300 volts pour anéantir dans la chaise ces deux corps encore robustes qui criaient « Vive l'anarchie ».

CARMEN

REIMS: DEBUT D'UNE TRAGEDIE OU DEBUT D'UNE PRISE DE CONSCIENCE DE CLASSE ?

Pierre Maître, encore un nom à rajouter dans le cimetière des travailleurs assassinés par les chiens de garde du Capital. C'est la suite froidement logique de la crise économique et de structure de la société capitaliste qui s'exprime en partie au travers de toutes les agressions fascistes actuelles, contre la Bourse du Travail de Grenoble, contre les permanences syndicales, contre les librairies d'extrême-gauche.

Tout le monde est conscient, à gauche et dans les syndicats, que la droite a intérêt à la politique de la tension, à la création d'un sentiment d'insécurité dans la population pour empêcher la gauche de prendre le pouvoir, pour lui rendre la vie impossible si, toutefois, elle est élue, et surtout pour arriver à la perception dans la population de la nécessité d'un gouvernement fort, avec le sabre des C.F.T. ou autres et le goupillon d'un monseigneur Lefevre. N'oublions pas que le fascisme s'instaure souvent par la peur et la paralysie qu'elle entraîne.

Ceci est classique au niveau de la stratégie d'une droite risquant de perdre le pouvoir, surtout au moment où la crise économique du capitalisme risque d'imposer un autoritarisme politique permettant de régler la circulation économique en un cycle fermé parfait, et à cet effet de contrôler la population au maximum.

lui demander de dissoudre les milices patronales ou fascistes, comme si ces milices n'étaient pas engendrées et protégées par l'Etat, comme si elles n'entraient pas dans la logique de la violence étatique, comme si dissoudre des organisations fascistes pouvait les empêcher de se constituer sous d'autres noms. Notons au passage qu'historiquement la gauche au pouvoir réprime plus souvent à sa gauche qu'à sa droite, préoccupée qu'elle est de donner des assurances à la bourgeoisie et à ses capitaux. C'est cette politique de la gauche, préférant toujours la réaction au peuple, qui a amené tant de massacres de la classe ouvrière (Chili, Espagne, etc.), qui a toujours démobilité les masses populaires. Consciente ou non, la gauche est l'antichambre du fascisme, qu'il vienne de la droite ou qu'il soit assumé par la gauche elle-même (U.R.S.S., Chine, Cuba, etc.).

Le drame est posé : face aux violences étatiques et aux violences minoritaires fascistes sous forme de provocations, on ne peut pas rester éternellement les bras croisés et laisser s'accomplir des meurtres, mais si le mouvement ouvrier reste passif, encouragé en cela par les syndicats, courroies de transmissions des partis de gauche, ce sera alors une violence minoritaire et physique

grève générale et une grève gestionnaire expropriatrice qui fait violence au système économique capitaliste, c'est d'autre part la création de l'auto-défense ouvrière pour protéger ces grèves des agressions fascistes et armées.

Le rôle de tous les anarchistes est de faire comprendre à leurs frères de classe que la crise actuelle est une crise très profonde du système. Le gouvernement s'attaque ou va s'attaquer aux acquis de la classe ouvrière (pouvoir d'achat, allocations chômage, sécurité sociale, droit de grève, etc.). Il risque d'y avoir de plus en plus d'agressions fascistes et policières. Face à cela, ou le mouvement ouvrier subit, ce qui arrivera certainement en cas d'une victoire de la gauche, ou le mouvement ouvrier réagit et utilise l'action directe des travailleurs. Si les travailleurs réagissent, il faut qu'ils soient persuadés que la bourgeoisie ne le tolérera pas et fera donner la garde.

La Fédération Anarchiste a appelé à manifester le 8 juin à Paris pour dénoncer l'assassinat d'un travailleur en lutte alors qu'on nous abreuve de déclarations et que l'on voudrait que l'on reste passif, pour crier la préparation d'une grève générale autre que les rituelles 24 heures et pour préparer sa défense, pour crier contre

recte des travailleurs. Ceci est une lutte concrète contre la social-démocratie marxienne.

Il faut impulser chez les travailleurs le fait que les luttes sont à mener ensemble, syndiqués et non syndiqués de manière organisée, au sein de conseils des travailleurs, à fédérer en cas de lutte généralisée.

Les anarchistes, eux, sont organisés à la Fédération Anarchiste, pour une action cohérente et pour que celle-ci soit l'outil efficace dont les travailleurs auront besoin dans l'affrontement contre le capital, la bourgeoisie et ses sbires.

STEPHANE
Groupe MALESTA

Réduire la hiérarchie, ce n'est pas la remettre en cause.

Il existe, à la C.F.D.T., une « union confédérale des cadres ». Il s'agit en fait d'une structure parallèle, les cadres de la C.F.D.T. étant d'abord, comme tous les adhérents de la centrale ex-chrétienne, membres à part entière de leur section d'entreprise. Début juin, ces cadres cédétistes étaient au nombre de 160 à participer à un rassemblement national (issu de réunions régionales), tenu à l'université Paris-Dauphine. Le thème de ces journées était : « ingénieurs et cadres, pour quel travail ? ». Pour les intéressés, il fallait réfléchir sur leur fonction actuelle, dans l'organisation du travail.

Dans la perspective des législatives de mars 1978, le poids des cadres (un million et demi de personnes, auxquelles il faut ajouter deux millions et demi de techniciens et agents de maîtrise) n'échappe naturellement pas aux politiciens de tous bords, et nous assistons véritablement à une surenchère de démagogie, à droite comme à gauche, afin de « piper » leurs voix. La C.G.C. (confédération générale des cadres) continue imperturbablement de défendre envers et contre tout (et sans le moindre problème de conscience) la sainte et sublime HIERARCHIE, c'est son rôle de bon syndicat corporatiste et collaborationniste et, dans ces milieux, c'est généralement payant. Cependant, la C.G.C., comme les autres organisations syndicales, doit nécessairement tenir compte de la montée en flèche du chômage chez les cadres, surtout depuis deux ans.

A la C.F.D.T., on tient un langage un peu différent et on s'efforce de démontrer à ces salariés du haut de l'échelle que leur pouvoir dans l'entreprise, c'est tout bonnement du vent, de l'illusion, qu'en réalité, ils ne peuvent rien décider, vu que les patrons les musèlent et les empêchent de s'exprimer; tout cela changera avec la mise en application de notre projet autogestionnaire, leur assure-t-on, alors vous pourriez prendre votre avenir en main comme toutes les autres catégories de salariés, et surtout vous ne serez plus, comme aujourd'hui, dépendants des intérêts du patronat.

Edmond Maire est habile, il fait mine de se méfier de la techno-

cratie comme de la peste, et il repousse - du moins en paroles - tout poujadisme syndical. Sa manière de se débarrasser de ses adversaires - à l'intérieur de sa propre maison - ne plaide pas spécialement en sa faveur, mais qu'importe?... Il se réjouit sans réserve du fait que la C.G.T. et même le P.C.F. se rapprochent des propositions, faites en septembre 1976, par les cadres C.F.D.T., à savoir une réduction de la hiérarchie des salaires de 1 à 6 (ce qui reviendrait, avec le S.M.I.C. à 2 300 f, à savoir un salaire maximum de 13 800 francs). Dépassé, Maire ! Le P.C. en est actuellement à proposer une réduction de 1 à 5.

Cette évolution signifie-t-elle que la gauche politique et syndicale soit en train de « récupérer » la lutte anti-hiérarchie, menée depuis toujours par les anarchistes ? Si tel était le cas, nous devrions nous en féliciter. Mais nous sommes bien loin du compte. En réalité, la crise économique et l'inflation galopante contraignent le gouvernement Giscard-Barre à réduire quelque peu cette hiérarchie des salaires qui, en France, est sans doute la plus ouverte du monde.

Dans l'hypothèse d'une victoire électorale des partis se réclamant du Programme Commun, Marchais comme Mitterrand savent fort bien qu'ils affronteront les mêmes difficultés et qu'ils devront favoriser les bas salaires par rapport à ceux des ingénieurs et cadres.

Cette réduction de la hiérarchie salariale, imposée par les circonstances, n'implique nullement, pour Ségué, Maire et les autres « barons » du syndicalisme réformiste, une remise en cause du PRINCIPE de la hiérarchie; ni de celle des salaires, ni de celle des autorités. L'inégalité sociale persistera, et la société de classes restera en place, pas de doute à ce sujet.

Nous savons, pour notre part, que c'est seulement quand elles auront été vaincues par la grève générale gestionnaire, quand elles auront disparu sans espoir de retour, que nous pourrions parler, sans risque d'erreur, de socialisme autogestionnaire, ou si vous préférez, de GESTION OUVRIERE.

Bernard LANZA



Face aux agressions patronales, la FA manifestait le 8 juin à Paris.

Face à cette stratégie de droite, la stratégie de la gauche est tout aussi classique et désastreuse. Comme en Italie, comme en Espagne, comme précédemment au Chili, la gauche n'a qu'un but : prendre le pouvoir de manière électorale, avec tous les compromis « historiques » et de collaboration de classes que cela impose. Elle fait donc appel au calme (mais le calme veut-il dire passivité ?), même lorsque ce sont ses militants qui sont assassinés. Elle compte ses voix et essaie d'en acquiescer quelques unes au travers de cinq minutes de silence ou d'un enterrement. Elle fait appel au gouvernement pour

qui répondra, favorisant alors contre son gré une politique de tension dans laquelle les travailleurs ne seront pas partie prenante. Il faut aussi noter qu'à l'extrême-gauche, parmi les plus fanatiques d'une prise de pouvoir stalinienne, la politique de la tension paraît-être souhaitée, ce qui doit renforcer notre vigilance.

La seule réponse aux violences étatiques et patronales, avec comme but la destruction de l'Etat et du capitalisme, c'est la violence des travailleurs.

La violence anti-étatique des travailleurs, c'est d'une part la

tous ces syndicats maisons qui se forment sous l'œil bienveillant du patronat. La Fédération Anarchiste, une fois de plus, a montré son sérieux, son sens des responsabilités révolutionnaires, la capacité de mobilisation de ses militants et d'accueil des travailleurs qui viennent de plus en plus nombreux dans nos rangs.

Il faut impulser chez les travailleurs l'idée d'un syndicalisme renouant avec la tradition ouvrière tant au niveau du but qui est l'abolition du salariat et l'instauration d'une société autogestionnaire et anarchiste qu'au niveau des moyens qui sont l'action di-

INFORMATIONS INTERNATIONALES

HOLLANDE

Un scandale à Athènes

Le 24 mai à Athènes, notre camarade Joop Vanderlaan, rédacteur du mensuel « De vrige Socialist », était venu avec 2 camarades français et un espagnol dans la maison de trois amis grecs. Ils discutaient de la situation du mouvement libertaire, Joop collaborant avec « l'institut international d'histoire sociale de l'Anarchisme ». Ni conspiration, ni action criminelle ! La police a envahi la maison recherchant des armes. N'en trouvant pas, elle a emmené tout le monde au poste, où nos camarades ont été férocement tabassés. Joop a été défiguré, un des grecs a tenté de se suicider en se jetant à travers une vitre. Silence de l'ambassade et de M. le Ministre des affaires étrangères qui pourtant avait jadis protesté contre le régime des colonels ! Le 1^{er} juin, le tribunal de première instance acquittait Joop, vu le néant des accusations (conspiration et violences à main armée). Le procureur ayant fait appel, Joop est maintenu en détention. Ainsi, dans la grâce du très démocrate Caranalis on peut emprisonner qui l'on veut et le régime des colonels subsiste sous le masque de la démocratie bourgeoise. Notons que le premier mai des provocateurs - soi-disant anarchistes - se sont livrés à des violences qui ont parmi la police de procéder à des arrestations... mais pas à celles des provocateurs.

Après les élections

Le parti socialiste du premier ministre Den Uyl est le grand gagnant des élections au parlement et il l'emporte sur les 3 partis chrétiens réunis en un parti démocrate chrétien unique (C.D.A.). Tandis que le parti libéral des patrons (V.V.D.) gagnait lui aussi des sièges, l'extrême-gauche subissait une défaite : le parti maïste n'a pu gagner aucun siège et le parti communiste a vu sa représentation réduite de moitié, victimes du soutien qu'il a apporté aux poursuites exercées en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie, contre les opposants... Den Uyl formera le nouveau gouvernement s'appuyant sur une coalition socialiste C.D.A. Mais le C.D.A. pourrait aussi bien s'allier au V.V.D. et à l'extrême-droite : tant est grande l'élasticité de la morale chrétienne et corporatiste !

IRLANDE

Le procès des Murray

La peine de Marie Murray a été réduite parce que les juges de son nouveau procès ont estimé qu'elle ne pouvait savoir que Reynolds (l'homme qu'elle est accusée d'avoir tué), était un policier. En effet, il n'était pas en service et portait des vêtements civils. La loi irlandaise range donc cet acte dans le cadre des meurtres n'entraînant pas la peine de mort. La peine de mort est réservée aux « crimes contre l'Etat » incluant le meurtre délibéré d'un agent de l'Etat et l'accusation avait allégué que comme les Murray participaient à une attaque de banque, ils devaient avoir conscience d'une possible intervention de la police.

Marie Murray a eu sa peine réduite à la prison à vie alors qu'au début, elle et son mari Noël avaient été condamnés à mort pour le meurtre du Garde Michael Reynolds pendant l'attaque de banque de septembre 1975. La peine de Noël avait été réduite en prison à vie à son nouveau procès en décembre dernier parce que Marie avait reconnu avoir tiré. Le troisième inculpé, Ronan Stenson,

après avoir été emprisonné et torturé sans procès a été relâché.

Les comités de défense des Murray veulent continuer la lutte pour que soient relâchés Marie et Noël. Ils mettent en avant le fait que le gouvernement irlandais a déjà reculé pour la condamnation à mort et doit maintenant céder complètement.

GRANDE-BRETAGNE

Les Squatters

Il y a quelque temps le Département de l'Environnement a commandé un rapport sur le « squatting » et une enquête a été réalisée à Bethnal Green dans l'East End de Londres. De nombreux squatters concernés avaient refusé d'être interrogés car ils ne croyaient pas que l'enquête serait un jour publiée. Le travail a été terminé l'été dernier et le département de l'environnement a débattu avec ses auteurs en mars dernier. Le gouvernement met au point actuellement une loi ordonnant des peines de prison de six mois et des amendes de 1 000 livres pour certains dont le squatting.

Les médias présentent cela comme un moyen de lutter contre les « super-squatters » qui occupent des logements luxueux. Mais qu'est-ce que le rapport, qui n'a pas eu encore l'autorisation d'être publié, nous apprend ? Il dit que seulement deux des 160 squatters interrogés habitaient des logements luxueux, presque tous les autres étant dans de vieilles maisons délabrées (20 % d'entre-eux avaient une pièce peu salubre pour vivre). Plus de la moitié des squatters était des familles avec des enfants que les municipalités n'avaient réussi à aider. 77 % des maisons sur lesquelles l'enquête a porté avaient été

restaurées par les squatters. C'est une opinion répandue que les squatters occupent des logements dont des gens plus déshérités ont besoin. Mais en fait à Londres les squatters n'occupent que 409 logements à louer, tandis que 1 500 autres restent vides et pourraient être loués.

De nombreux voisins organisent des pétitions en faveur des squatters parce qu'ils en ont assez de voir des maisons abandonnées.

Fédération des Midlands

Après la fédération d'Ecosse, la fédération anarchiste des Midlands a vu le jour à l'issue d'une réunion à l'Université de Warwick le 14 mai. Le but de cette fédération est double : assurer la coordination et l'action en commun (avec la diffusion des informations que cela entraîne) et établir une base pour le développement de groupes anarchistes dans les Midlands.

Des groupes Leicester, Birmingham, Coventry, Leamington étaient présents à cette réunion. Une autre réunion s'est déroulée fin juin pour prendre de nouveaux contacts. La fédération des Midlands souhaite la constitution de fédérations similaires dans toutes les autres régions de la Grande-Bretagne qui pourraient ensuite donner naissance à une fédération nationale.

Fédération Londonienne

Une réunion de la Fédération londonienne s'est tenue le 28 mai, à Londres dans le but de construire une fédération couvrant le Sud-Est de la Grande-Bretagne, de nouer des liens avec les autres fédérations comme celle bien implantée dans le Nord-Ouest et la nouvelle fédération des Midlands.

... C'est à vous de continuer la révolution de 1939.

... Les partis politiques sont compromis dans la transmission du pouvoir d'un franquisme qui n'est pas mort dans des forces politiques reliées au capitalisme international.

... Le peuple travailleur n'aura d'autres armes que celles que la CNT fournira car les autres centrales syndicales se trouveront compromises dans le pacte social et politique.

Divers délégués régionaux de la CNT ont demandé l'amnistie totale, la liberté pour 30 compagnons de la CNT restant emprisonnés ainsi que pour les militants basques et du FRAP.

Premières élections « libres » depuis la mort de Franco

Le succès relatif des centristes de droite ralliés au parti de Suarez et l'insignifiante participation des communistes donne bien une image du climat social et politique espagnol.

Nous ne connaissons pas à l'heure où nous mettons sous presse les résultats complets des scrutins mais la forte abstention ouvrière ne revient ni à la droite ni à la gauche.

La CNT a lancé une énorme campagne d'abstention à la farce politique.

Nous lisons dans le N° 5 de CNT (en vente à Publico 2 F) :

« Le processus d'organisation de la CNT est si avancé que seules des circonstances exceptionnelles (style coup d'Etat militaire) pourra le freiner ».

CNT - Solidaridad Obrera sont en vente à Publico.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

La police au travail

Le 27 mai, plusieurs centaines de policiers conduits par douze procureurs d'Etat, ont envahi l'université de Göttingen, perquisitionné dans les locaux et l'imprimerie de l'association générale des étudiants, ainsi que dans 17 logements d'étudiants, et dans des bureaux du K.B.W. (trotskistes).

Motif : excitation au désordre, apologie d'actes criminels, calomnies à l'égard de feu-Buback, etc... Tout cela à la suite d'un article nécrologie sur Buback, où éclatait une joie indécente. La police n'est pas répartie les mains vides : elle a rempli 22 grands sacs de documents, papiers et autres pièces « à conviction ». A la suite de cette expédition, les manifestations ont eu lieu dans l'université, dans les rues de Göttingen une protestation fut apportée à la rédaction du « Göttinger Zageblat », qui, naturellement refusa de l'insérer.

Le 6 juin, même scénario à la faculté pédagogique de Lunebourg : il s'agissait de saisir des livres et des brochures tombant sous le coup du fameux paragraphe « 88 A », qui réprime les atteintes à la constitution.

Les interdictions professionnelles sont moins spectaculaires mais frappent à coup sûr : 5 instituteurs à Dortmund, 1 assistant sociologique d'université Wilhelm de Westphalie et dans les centres hospitaliers de Hambourg, 5 médecins, une anesthésiste et un infirmier. La chasse aux sorcières continue.

Le procès ROTH et OTTO à Cologne

On sait (voir ML de juin), que le 9 mai 1975, dans la banlieue de Cologne, un contrôle de police fut suivi d'une fusillade : Sauber, un des trois occupants de l'auto contrôlée, fut tué ainsi qu'un policier ; Roth, un des compagnons de Sauber, fut gravement blessé et arrêté ainsi qu'Otto.

Aussitôt dans la presse, se déclenche une campagne d'excitation. Il s'agissait de trois anarchistes terroristes qui avaient ouvert le feu sur la police, sans la moindre provocation de celle-ci ! Certes tous trois étaient des militants d'extrême-gauche, ayant déjà eu des démêlés avec la police. Roth était médecin-assistant dans un hôpital de Cologne, mais Otto et Sauber étaient dans la clandestinité et poursuivis comme criminels anarchistes. Roth et Otto furent donc poursuivis pour meurtre et tentative de meurtre. Le procès qui s'ouvrit le 17 janvier 77 fut entouré de précautions policières rappelant le procès de Stammheim : police à cheval, police armée de mitraillettes, fouille des personnes assistant au procès. Ce long procès (le 31 mai on en était à la 40^e séance) fut marqué par les contradictions des positions des policiers. Il ressort des débats que Sauber prit la fuite, fut alors abattu par les policiers, tira à son tour tuant un policier et blessant Roth. Aucune arme, contrairement à l'accusation, ne fut trouvée à proximité de Roth, mais Sauber fut achevé froidement par trois coups de feu. On sait que la police allemande tire facilement et tire - si l'on peut dire - préventivement.

La police et la presse s'efforcent d'accréditer la version de l'accusation : Roth et Otto dangereux anarchistes, ont délibérément ouvert le feu et la police a seulement riposté. La justice suivra-t-elle l'accusation, en dépit des contradictions mises en évidence par les débats ? Si oui, Roth et Otto risquent la prison à vie à laquelle ont été condamnés les inculpés de Stammheim et plus récemment à Kaiserslaut en deux membres de la R.A.F.

L'écrivain Peter-Paul Zahl de nouveau en isolement absolu

Par la parution simultanée d'une série d'articles dans les quotidiens, le Ministère de la Justice du Land de Dusseldorf, essaie de justifier le nouvel isolement de Peter-Paul Zahl, écrivain de 33 ans.

Peter-Paul Zahl a été condamné à 15 ans de réclusion. Raison : tentatives d'homicide pour la mort de 2 policiers. En fait, plutôt que des preuves, l'élément décisif était ses « sentiments anarcho-terroristes ».

La justification du nouvel isolement, suivant les articles précités, l'intention de P.-P. Zahl de prendre en otage un gardien de la prison dans laquelle il est incarcéré.

Jusqu'à ce jour, la justice n'a pas pu présenter un témoin susceptible de confirmer cette nouvelle accusation. Nous en connaissons cependant les raisons.

Peter-Paul Zahl a pris position, depuis le début de son incarcération en 1972, contre les conditions de détention en RFA qui sont connues pour être particulièrement inhumaines (cf. K.-H. Roth - ML de juin). Il a fait publier des brochures, des articles dans la Presse. Un comité de soutien existe actuellement en Allemagne fédérale.

Lorsqu'il a déclenché dans la prison de Werl (Rhenanie), avec plusieurs autres détenus, une grève de la faim pour l'abolition des stations d'isolement absolu, il a immédiatement été transféré dans la prison de Bochum. C'est à la suite de cette grève de la faim que P.-P. Zahl a été mis en isolement et qu'il a été accusé de l'intention de prise en otage d'un gardien de la prison.

Il convient de remarquer que les procès d'intention sont en vogue en RFA, puisque K.-H. Roth et Otto sont eux-aussi accusés d'avoir eu « envie » de tirer sur le policier.

La justice fédérale essaie d'anéantir le travail d'écrivain de Peter-Paul Zahl.



MAI 1977

MEETING MONSTRE A VALENCE

Chaque fois plus spectaculaires et plus enthousiastes, les meetings à ciel ouvert de la CNT sont de véritables marées humaines créées d'une houle mouvante de drapeaux rouges et noirs et noirs.

Deux mois après le gigantesque rassemblement de Madrid se produisait à Valence le premier meeting depuis 1939 réunissant entre 40 000 et 50 000 personnes.

La presse bourgeoise peut se taire, la CNT se solidifie de jour en jour, devient l'ORGANISATION de combat

des travailleurs face à toutes les classes à composantes politiques, gouvernementales ou patronales.

Fédérica Montseny dans cette première réapparition publique en Espagne après 40 ans s'est exprimée ainsi :

« Prenez garde contre l'euphorie que peut vous produire un meeting comme celui-ci. Il ne suffit pas de hurler et d'applaudir. Il faut vertèbrer une organisation qui puisse être demain l'instrument de lutte contre les ennemis de la classe ouvrière... »

SPONTANEITE DE MASSE ET ORGANISATION SPECIFIQUE

Cet article reproduit partiellement, est traduit de « *Humana Nova* », l'organe de la Fédération Anarchiste Italienne du 5 juin 1977.

En posant le problème du rôle de l'organisation anarchiste spécifique, il caractérise bien dans sa formulation le renouveau qui traverse le mouvement italien, qui tente de réapparaître d'une façon organisée dans les entreprises, ne pouvant choisir ni l'action réformiste à outrance des syndicats italiens, ni l'inactivité.

Cette apparition au niveau social s'exprime en particulier par la création de noyaux libertaires d'entreprise (nuclei libertari di fabbrica) et pose en terme organisationnelle les limites du rassemblement anarchiste.

Le groupe de Milan donne ici sa position ; nous ne jugeons pas si elle est fondée ou non, nous relevons uniquement l'acuité que revêtent ces problèmes pour nos camarades italiens, comment concilier l'intervention révolutionnaire dans le monde du travail avec la construction de l'organisation anarchiste.

Groupe Fresnes-Antony

Le repli de l'anarcho-syndicalisme face à la réaction fasciste et stalinienne, l'évolution réformiste de la presque totalité des organisations de masse existantes aujourd'hui (les syndicats), la pratique courante de vider de tout contenu autogestionnaire chaque embryon d'organisme autonome de défense des intérêts immédiats, typique des socialistes autoritaires, ont diffusé la conviction à l'intérieur des groupes du mouvement anarchiste de l'inutilité sinon du danger d'un travail organisateur et politique qui, partant des exigences immédiates du prolétariat, sache redonner vie aux organisations larges de type autogestionnaires et révolutionnaires.

Parallèlement, ces groupes développent une conception de l'organisation spécifique qui serait détentrice de l'idée révolutionnaire. A l'opposé, d'autres groupes qui considèrent que toute théorie révolutionnaire est sclérosante pour la spontanéité des masses, ne réussissent pas à situer le rôle de l'organisation spécifique.

Nous espérons, par cette intervention, contribuer à systématiser un problème qui, mal posé, favorise la stagnation de la pratique et de la théorie anarchiste, communisme révolutionnaire, comme pratique et théorie praticable et possible à un niveau social global.

La juste compréhension de la nature de la lutte de classes et de l'action révolutionnaire amenant au refus de toute direction spécialisée, qui prétend apporter une conscience politique aux masses, extérieure à celle-ci, a poussé un grand nombre de militants révolutionnaires à reconnaître la thèse du spontanéisme des masses. Selon cette idée, l'initiative normale et naturelle des masses, à un moment donné, est suffisante pour n'importe quelle réalisation révolutionnaire. Le militantisme et surtout l'organisation révolutionnaire sont superflus et dangereux parce qu'ils ne peuvent donner lieu qu'à une nouvelle bureaucratie, théoriquement en retard sur l'évolution des masses et contre-révolutionnaire par sa volonté d'enrayer le mouvement et d'encadrer ses réalisations dans ses schémas idéologiques.

Tout au plus on peut admettre que dans la lutte se forment spontanément des groupes qui nouent entre-eux des contacts épisodiques et personnels, sans structures précises et sans programme particulier. A l'extérieur de celles-ci, le destin d'une organisation révolutionnaire est établi d'avance : c'est celui qu'ont connus tous les prétendus partis ouvriers.

Cette thèse se fonde sur un certain nombre de faits, non seulement indiscutables mais historiquement fondamentaux, qui expriment la capacité populaire d'organiser ses luttes, puis la gestion de la société, après avoir éloigné les couches privilégiées du pouvoir. Mais cette thèse ignore complètement les mécanismes profonds de ces faits, et cela porte à assimiler la capacité créatrice des masses à un prétendu conformisme.

Le prolétariat n'est pas constitué d'un bloc homogène qui arrive globalement au même niveau de conscience à un moment précis, affirmant une conception politique uniforme, évitant les manœuvres et écartant les erreurs qui pourraient faire dévier son action. Le prolétariat n'est pas non plus une matière brute et vierge qui réagit uniformément et mécaniquement de la même façon devant les mêmes causes.

Donc, refuser l'organisation au nom du spontanéisme des masses, signifie tomber dans une vision abstraite et idéaliste des masses et accepter un attentisme ou un aventurisme sans principes, ainsi que tomber dans une notion démagogiquement populiste de l'action révolutionnaire, ou bien dans une conception pseudo-scientifique, étroitement économiste et mécaniste de la société de classes et de ses contradictions internes, un fatalisme inhumain qui laisserait le champ libre à l'on ne sait quoi.

Des idées de tel type ne manquent pas d'engendrer leur contraire qui agit d'après les mêmes erreurs : une conception putschiste, étroitement volontariste qui, sous un vernis spontanéiste, laisse l'initiative révolutionnaire seulement à des petits groupes

qui s'abandonnent à de soit-disante action exemplaires, et procède d'une vision abstraite de l'action révolutionnaire et d'un pessimisme généralement inconfessé pour ce qui concerne la capacité réelle des masses.

Entre ces deux tendances, se situent les corporatistes apolitiques, qui repoussent toute orientation idéologique de l'action des masses et qui tombent dans un empirisme aveugle, comme ceux qui prétendent que les groupes idéologiques doivent se limiter à la propagande verbale ou écrite de leur idéal, laissant les masses libres de l'accepter ou de le repousser.

En réalité, l'absence d'une organisation révolutionnaire spécifique anarchiste, à l'intérieur du mouvement de masse, produit une conséquence inévitable : celui de le vider de son contenu, au profit de ceux qui s'arrogent le droit de parler en son nom. En conséquence, la lutte de classes ne sert que comme onde de fond à ceux qui entendent s'approprier le contrôle de la société. Les organismes du contre-pouvoir ouvrier sont immanquablement torpillés par les groupes autoritaires et étatiques quand le mouvement n'a pu être orienté précédemment par les états-majors réformistes vers quelque voie de garage.

Les exemples abondent ; parmi eux, le plus important est représenté par la prise de pouvoir de la part du parti bolchevique ; prenant sa force dans la révolution russe après les échecs des socialistes révolutionnaires et des mencheviks, les bolchéviks prirent en main et coordonnèrent politiquement au niveau national les soviets.

Nous pouvons citer aussi le cas de la révolution hongroise de 1956 qui ne fit rien d'autre que de donner l'occasion aux éléments nationalistes et réactionnaires de tenter

de récupérer le pouvoir, à la faveur de la vigoureuse lutte ouvrière contre la bureaucratie et l'occupation stalinienne. Enfin, en mai 68, le mouvement du 22 mars a été liquidé au bénéfice des diverses fractions qui y avaient participé.

L'organisation de la minorité révolutionnaire répond à une nécessité, à l'inégalité du niveau de conscience des masses et de l'évolution de la lutte des classes. Sa création ne dépend pas de la volonté d'un petit état-major de porter aux masses une conscience dont elles n'ont pas besoin. On parle en substance de la minorité la plus consciente et la plus active au sein du mouvement de masses dont l'organisation constitue l'expression socio-politique la plus avancée. Il ne s'agit donc pas de la souhaiter ou de la refuser. Partie intégrante des masses, cette organisation ne représente pas la conception révolutionnaire réalisée une fois pour toute. Elle apparaît comme le lien naturel dans lequel s'élabore la prise de conscience prolétaire au niveau le plus élevé : la théorie révolutionnaire.

L'approfondissement de ces thèses et le renforcement de sa cohésion théorique s'inscrivent dans la perspective dynamique du meilleur développement des luttes. Elle doit permettre de capitaliser et d'analyser les expériences historiques, comme la masse des faits présents, de rendre la théorie capable de s'intégrer à la réalité, à travers la pratique quotidienne des luttes. Capable d'exprimer les divers niveaux de la lutte et de la conscience prolétaire et de la confronter avec la réalité de l'exploitation, son but est de dégager la stratégie révolutionnaire d'un vaste mouvement social qui, au-delà des revendications élémentaires et partielles, internes au système, doit aborder la contestation globale de la société et l'élaboration d'un monde nou-

veau. L'organisation est l'élément des masses qui leur permet de s'affirmer et d'imposer leur solution.

Le premier pas est celui de réacquiescer dans la fédération, l'organisation des anarchistes, la dimension réelle de la confrontation des classes à tous les niveaux et dans tous les milieux, de l'usine au quartier, de l'école à la caserne, de la culture à la science en se donnant des structures adaptées à cet objectif qui facilitent le développement de la capacité d'élaborations théoriques et l'incidence de notre intervention en formant des commissions à l'échelle nationale composées de militants ayant une intervention réelle.

Nous croyons que réacquiescer à l'intérieur du mouvement la dimension réelle de la lutte sociale, signifie avant tout, avoir la conscience de l'importance de notre rôle à l'intérieur de tout le mouvement prolétaire et révolutionnaire, qui est l'objet récurrent d'attaques liquidatrices qui l'amène à osciller entre l'opportunisme et l'avant-gardisme, l'existencialisme et le néo-réformisme. Si jusqu'à aujourd'hui le mouvement anarchiste, entendu comme mouvement de minorités agissant à l'intérieur de la lutte sociale, n'a pu reformuler en termes clairs et collectifs son programme et de regrouper autour de lui le mouvement prolétaire révolutionnaire, il est aujourd'hui venu le moment d'utiliser pour lui les espaces et les contradictions développées par le processus de transition qui s'effectue dans les hautes sphères du pouvoir économique et politique, afin de jeter les bases d'une réelle organisation spécifique militante, unique garantie de la reconstruction et du développement du mouvement révolutionnaire au niveau des travailleurs.

Lotta, Anarchica
F.A.I. Milan

BREJNEV CHASSE PODGORNÝ

Il était le président du presidium du Soviet Suprême ; à l'heure où j'écris, il est encore. Du moins officiellement. Mais il ne fait aucun doute que son exclusion, le 24 mai, du Bureau Politique du P.C. d'U.R.S.S. sera suivie, pour Nicolas Podgorný, par un limogeage de ses fonctions de chef de l'Etat.

Fonctions honorifiques, certes, mais qui permirent au second de Brejnev d'accomplir nombre de voyages hors de l'Empire soviétique, et notamment en Afrique, dite « révolutionnaire » au printemps dernier.

Agé de 74 ans, Podgorný dirigeait le presidium depuis 1965, peu de temps après l'éviction de Krouchtchev.

Cet Ukrainien est accusé, dans le quotidien socialiste danois « *Aktuel* » d'avoir été responsable de la mort de 50 000 habitants de la région de Piltava.

L'accusateur, Peter Dubienko, un ancien communiste, affirme avoir noté les noms de tous les Ukrainiens dont Podgorný avait signé en per-

sonne la condamnation à mort. Les faits auraient eu lieu en 1931, sous le règne de Staline, et Dubienko aurait été lui-même envoyé dans un camp sibérien pour avoir donné « quelques sacs de farine de trop à des affamés ». Pour ce Danois originaire d'Ukraine, Podgorný aurait été évincé « parce que ces dernières années, il était devenu nationaliste... ».

Cette hypothèse, à vrai dire, n'est pas tellement satisfaisante, bien qu'on assiste actuellement à une tentative de renforcement du centralisme autour de Moscou. Le projet de constitution qu'a présenté Brejnev lors du plénum du Comité central, et qui doit remplacer la constitution stalinienne de 1936, aura à tenir compte du « rapprochement régulier de toutes les nations et nationalités du pays des Soviets ». Pour Brejnev, la notion de « peuple soviétique » devrait remplacer celle des « Républiques soviétiques ». De là à prétendre que Podgorný était opposé à ce jacobinisme, à cette volonté d'homogénéiser la société soviétique, il n'y a pas un pas, que certains ont allégrement franchi. Même s'il y a une part de vé-

rité dans cette explication, on devrait ne pas oublier que Léonid Brejnev, à l'image de ses prédécesseurs, Staline, puis Krouchtchev, s'entoure de plus en plus d'un « culte de sa personnalité ».

Son 70^e anniversaire, en décembre 1976, prit l'allure d'une grande fête nationale. Son ambition démesurée a pu l'amener à vouloir cumuler les fonctions de chef du Parti et de chef de l'Etat. Comme Husak, à Prague, comme Jivkov à Sofia, comme Ceausescu à Bucarest, comme Tito à Belgrade.

Quel que soit le motif réel de la mort « politique » de Podgorný, le fait qu'elle soit intervenue, comme d'habitude, brutalement, dans le mystère le plus total, montre bien que rien n'a changé de l'autre côté du rideau de fer. Le national-socialisme stalinien est toujours bien en place, odieuse dictature au service d'une nouvelle classe bourgeoise qui perpétue l'exploitation de l'homme par l'homme au moyen de la ruse et de la violence d'un terrorisme d'Etat.

Bernard LANZA

**NON AUX LICENCIEMENTS
ET A LA REPRESSION
A LA CFDT COMME AILLEURS !**

Le premier avril 1977, Jeanne IMHAUSER qui travaillait au secteur action sociale-cadre de vie de la confédération CFDT a été licenciée sans indemnités pour faute professionnelle. Depuis, un autre salarié employé à la librairie confédérale, a lui aussi été viré.

Le motif invoqué contre Jeanne, 42 ans, fut ratifié dans les termes suivants : « ... De votre poste de travail vous aviez de votre propre initiative pris contact téléphonique avec une personne salariée d'une de ses structures de l'Union Départementale de Gironde pour obtenir d'elle un rendez-vous afin de vous informer des problèmes internes à cette structure ».

En réalité, les faits sont quelque peu interprétés par CAMIER, directeur du personnel appelé pudiquement « administrateur général », qui en fait a utilisé la hargne confédérale contre l'Union Départementale de Bordeaux, pour se défaire d'une salariée, après une première tentative en 1974, à qui il reprochait ses absences justifiées par son état de santé, et à qui les permanents politiques pourraient reprocher de chercher à comprendre le travail qu'on lui faisait exécuter. En fait, le 6 décembre 1976, Jeanne reçoit un appel d'une dénommée Denise M... demandant un renseignement sur un problème de retraite complémentaire pour une salariée administrative de l'UD de Gironde. Jeanne dit qu'elle ne peut pas répondre tout de suite à ce problème, qu'elle interrogera un responsable. Le 9/12/76, deuxième coup de fil, Jeanne lui dit que le renseignement est à donner à un responsable de l'Union Régionale d'Aquitaine ou à la personne concernée directement. Sa correspondante lui dit alors que l'UD de Gironde est suspendue. Jeanne n'y comprenant plus rien lui dit : « On ne va pas s'éterniser au téléphone. Je pars à Sadirac (près de Bordeaux) dans quelques jours. Voilà mon numéro de téléphone là-bas, si tu veux m'expliquer le problème ».

C'est à partir de ces faits d'une banalité la plus évidente et logique, que le licenciement a été effectué dans le plus pur style des saloperies patronales que nombre de militants CFDT dénoncent et combattent tous les jours. Au retour d'un arrêt de maladie, Jeanne reçoit un accueil plutôt froid, mais aucun permanent ne lui fournit d'explications.

Le chef du personnel lui propose deux solutions le 16/3/77 :
- la démission et elle touche tous ses droits,
- ou le licenciement sans préavis ni indemnités.

Jeanne ne cède pas au chantage et signifie son refus de démissionner le 25/3/77. Le 29 mars au soir, elle reçoit une lettre recommandée la convoquant à l'entretien préalable au licenciement (loi du 13 juillet 1973) pour le lendemain 9 h, de telle façon que la déléguée syndicale qui l'accompagne n'aura pas le temps de constituer un dossier conséquent. (Il est à noter que le chef du personnel de la

CFDT, lors du premier entretien du 16 mars, et lors de l'entretien préalable du 16, donnera deux versions différentes des faits reprochés).

Ainsi après la dissolution de l'UL 8/9, après celle de l'UD de Bordeaux, la CFDT continue sa prétendue « pratique démocratique autogestionnaire », par des licenciements de salariés. Mais cela n'étant pas suffisant, des pressions et des menaces sont proférées contre tous ceux (peu nombreux par la force des choses) qui ayant eu connaissance de ces magouilles pas très « catholiques », bien que parmi les « patrons et leurs flics bureaucrates », le cordon ombilical avec la JOC ou l'ACO ne soit pas coupé, ont décidé d'intervenir au sein de leur organisation pour mettre en échec de tels agissements.

C'est ainsi que les militants de la section syndicale CFDT de la banque INDOSUEZ ayant appris cette affaire saisissent leur syndicat parisien et lui demande d'intervenir. Après plusieurs jours, ne voyant qu'aucune action d'envergure n'est entreprise, et sachant que le temps passe, (Jeanne a 42 ans et de faibles ressources financières) ils décident d'informer par leurs propres moyens un grand nombre d'organisations CFDT (sections syndicales, Unions Locales et Départementales, syndicats), et de chercher du boulot pour dépanner Jeanne.

Ayant deux propositions de travail, ils se heurtent de tout côté à un mur de plomb destiné à les empêcher de joindre Jeanne dont ils ne connaissent pas l'adresse personnelle. Ensuite, ils commencent à se faire prendre à partie par le syndicat parisien des banques parce qu'ils n'ont pas respecté la « hiérarchie syndicale » dans leur démarche uniquement destinée à faire réagir le maximum de structures CFDT pour faire annuler cet acte inique... Depuis ils se font agresser par les permanents du syndicat qui leur reprochent tout d'un coup un fonctionnement de section non-démocratique, et de ne rien faire dans leur boîte. (Lors de récentes élections professionnelles, la section d'Indosuez a vu son score augmenter de 50 % dans un collège et doublé dans l'autre, ce que les donneurs de leçon doivent ignorer). Parmi la meute des « juges », il est à noter que se sont distingués les époux Delangre (Cathos-PS) qui en champions de la démocratie syndicales, monopolisent la représentation de leurs sections depuis des années, soucieux qu'ils sont de ne pas initier au fonctionnement « démocratique » du syndicat d'autres militants de leur entreprise, le CNUP. Ce qui est dégeulasse, c'est qu'il paraît à tout ce beau monde beaucoup plus confortable de se dévouer contre les militants d'une section, que d'informer leurs syndiqués des licenciements opérés par la confédération afin d'arrêter avec eux les moyens de s'y opposer.

Les travailleurs anarchistes des banques, à l'inverse des trotskystes et des maos qui se taisent pudiquement pour préserver leur travail de noyautage dans la CFDT, ne peu-

UNE INGENUE FACE A L'O.C.I.

dans sa version F.U.O.

dit « F.U.O.-Ecole émancipée »

(ANNECY-GRENOBLE)

A l'appel du Comité de Défense des Maîtres Auxiliaires regroupant des non-syndiqués et des syndiqués au S.N.E.S. et au S.G.E.N. entre-autres, Comité dont la cheville ouvrière est le F.U.O., manifestation à Grenoble devant le Rectorat, mercredi 1^{er} juin.

Il est proposé et accepté (aucune voix contre) d'occuper le Rectorat sans limitation de temps. Essai de pénétration par les garages, les portes étant fermées ; refoulement, sans brutalité excessive, par les forces de police. Regroupement : il est proposé et accepté d'attendre la venue à 17 heures des « délégués » du S.N.E.S., de profiter de l'ouverture pour entrer avec eux, de leur imposer une délégation du Comité qui défendrait elle-même les revendications des M.A. devant le Recteur, de les attendre à leur sortie, de refouler les bureaucrates du S.N.E.S. et d'exiger d'eux un compte-rendu à l'intérieur même du Rectorat.

Arrivée du S.N.E.S. Tous se précipitent. Devant le chantage - « Vos délégués S.N.E.S. ne seront pas reçus par le Recteur dans ces conditions et vous en porterez la responsabilité » - il est proposé et accepté de ne pas imposer de délégation du Comité, et de laisser entrer le S.N.E.S. mais, à leur sortie, de les refouler et d'exiger un compte-rendu de l'entretien avec le Recteur à l'intérieur même du Rectorat. Pendant ce temps on garde toutes les issues.

Au bout d'environ 1 heure 45 minutes regroupement et nouvelles informations : les Rectorats de 5 villes occupés ne le sont plus. En conséquence il est proposé et accepté de ne plus occuper celui de Grenoble mais de continuer à exiger du S.N.E.S. un compte-rendu à l'intérieur du Rectorat, donc de les empêcher de sortir et de profiter de la porte ouverte pour entrer.

Sortie du S.N.E.S. On se précipite. Soudainement je ne sens plus derrière moi aucune pression - j'étais au deuxième rang, entre les parois vitrées de l'entrée. Je me retourne et vois avec stupeur 3 personnes dont « LE » stratège F.U.O. local faire signe que non de la main. Tout s'arrête ; le

S.N.E.S. sort, fait un bref compte-rendu sans surprise de l'entretien et avoue ne pas avoir protesté - par manque d'information « précise » ! - contre l'intervention de la police alors qu'on l'en avait dûment informé à son arrivée et qu'on lui avait expressément demandé de le faire.

Après le film des événements, mes critiques :

- si l'action avait été menée comme acceptée collectivement dans sa deuxième version, il est probable que le Rectorat aurait à nouveau fait donner la police et que « nos » représentants S.N.E.S. personnellement victimes pour une fois n'auraient pu prétendre manquer d'information « précise ». C'était en tout cas une possibilité à saisir.

- mais il y a bien plus grave : au moment même où les copains sont engagés dans l'action, une ou deux ou trois personnes (?) se permettent de remettre en question les décisions acceptées collectivement auparavant. Qu'est-ce que ça donnera le jour où on n'aura pas devant nous que le S.N.E.S.-Unité Action et derrière nous qu'un seul car de police ?

Le lendemain j'exige des explications de l'un des militants F.U.O. de mon bahut. Difficiles à obtenir mais les voilà, dans leur savante et savoureuse progression :

1) « Tu comprends, j'étais devant et je n'avais pas envie de casser personnellement la figure du gars du S.N.E.S. ». Il finit par reconnaître qu'en fait il était derrière moi et que quand 40 bons-hommes poussent derrière, il n'est pas nécessaire de « casser personnellement la figure... ».

2) « J'étais derrière toi, comme toi, j'ai senti que ça ne poussait plus, donc j'ai arrêté mais, moi, je n'ai pas vu les 3 qui faisaient non de la main ». Comme quoi j'ai dû avoir la berlué, les autres aussi sans doute.

3) « D'ailleurs je me suis dit que c'était idiot de pousser comme ça et que ça ne changerait rien puis-

que les Rectorats des autres villes n'étaient plus occupés ».

Un autre m'avait déjà dit la veille que ma critique était purement « formelle » ! Alors c'est la grosse forme au F.U.O. si un militant de vieille souche se croit habilité à remettre individuellement en cause et en pleine action les décisions collectives prises antérieurement. Apparemment d'ailleurs il n'a pas été le seul à être plein d'initiative personnelle.

Aujourd'hui (13 juin) je n'ai toujours pas eu de réponses à mes questions, bien qu'on m'ait tapé sur l'épaule en me disant que mes critiques avaient été fort utiles et que les « flottements » (!) ne s'étaient pas reproduits la semaine suivante lors d'une nouvelle « occupation » du Rectorat le 8 - et qu'on ait dans le même temps suggéré qu'après tout c'était là ma version personnelle des faits. Je suis par ailleurs cordialement invitée à en discuter lors de la prochaine réunion du Comité de Défense des M.A. Sonder de nouveaux abîmes de mauvaise foi serait peut-être instructif...

- Pourquoi les décisions collectives ont-elles été remises en question ?

- Quand l'ont-elles été et pourquoi la décision unilatérale n'est-elle apparue que brusquement en plein cours de l'action ?

- Par qui ? Serait-ce tout simplement une nouvelle inspiration du ciel fâcheusement descendue chez 2 ou 3 dirigeants F.U.O. au moment même où la troupe était engagée ? Une grosse bise à tous ceux qui sauront éclaircir l'énigme.

Il n'en reste pas moins que ce genre d'action est payante cf. les déclarations du Ministère hier et que le F.U.O. est à la base du Comité de Défense des M.A. Simplement je dis aux copains :

QUAND VOUS PARTICIPEZ A UNE ACTION DIRECTE AVEC L'O.C.I. version F.U.O., SURVEILLEZ VOS ARRIERES car il y a chez eux « MUCHOS PATRONES ARANA QUE EMBARCAN A LA GENTE Y ELLOS SE QUEDAN AFUERA »

Marie-Claude VIAL
Groupe 1^{er} mai Annecy

POUR L'HEBDO,

nous avons besoin de toute urgence, de tout matériel :

- de dessin et de maquette
- de petit matériel de bureau
- servant au montage offset
- d'un régulateur de tension

et tout ce qui concerne les arts graphiques en particulier.

A transmettre à l'Administration du journal.

Merci de votre aide !

Bernard RICHARD

SNAMAT - C.G.C. - PATRONAT CONTRE C.F.T.C. C.G.T. C.F.D.T.

LETTRE OUVERTE AU TRIBUNAL

Dans une Société d'assurances un procès va avoir lieu, celui de représentants de la classe ouvrière. En face, dressé en accusateur fort de leur droit la C.G.C. insolite, avec un agent de maîtrise SNAMAT - véritable CAPO des camps nazi toutes proportions gardées.

A l'origine un tract C.F.T.C. - C.G.T. - C.F.D.T. dénonçant les pratiques inadmissibles dont certains individus font monnaie courante : celui de la déflation, la menace, la surveillance, l'injure...

Il est à noter que la section syndicale C.G.C. a été créée de toute pièce par la direction de la Société qui a réuni les « fidèles » cadres pour faire opposition à l'élection au comité d'entreprise de délégué cadre C.F.D.T. cette section venait de faire son apparition. Le délégué de la C.G.C. a été élu à 1 voix près - les directeurs votant ! Pourquoi pas ??

La section C.F.D.T. a repris contact avec moi pour me demander d'apporter mon témoignage devant le tribunal sur ce dont j'ai pu être le témoin ou l'acteur.

C'est en toute conscience que j'ai écrit la lettre suivante qui sera présentée au Tribunal. Elle sera une goutte d'eau mais peut-être qu'une jeune pousse en profitera-t-elle ?

Monsieur le Président du Tribunal,
Employé à la Société LANGUEDOC de 1973 à 1976 en qualité de Rédacteur, j'ai été témoin et parfois protagoniste de scènes constituant une désagréable palette allant du choquant au révoltant en passant par toute la gamme des indignations.

J'ai, en effet, été témoin impuissant de la politique stérile, induite dans la Société LANGUEDOC par ses propres directeurs, factotum du capitalisme, répercutée avec brio par une pléiade de chefs de service dont la seule compétence évidente était leur capacité à la réputation au niveau des tapis dictatoriaux, en cela, secondés brillamment par des agents de maîtrise au couvert de couleur locale, aptes aux petits sévices moraux quotidiens, agissant en toute impunité à l'ombre des dieux « maison » surveillant d'un œil bienveillant les employés subissant l'emprise du système repressif invoqué.

Il est bien évident que, pour juguler un esprit de classe qui pourrait pointer, cette politique « maison » est habilement compensée par un paternalisme dégoûlant arrosant les

Proudhonien, j'ai fait allusion à Proudhon au sein de la lettre que vous venez de lire car sa pensée, son œuvre dépasse par leur profondeur ce qu'il est de coutume d'appeler les - grands - penseurs - socialistes - de - tous - les - temps. Sans doute parce que ce fut l'expression d'un travailleur qui a su le rester, un anti doctrinaire, un homme parmi d'autres, le premier à projeter la socio-économie ouvrière donnant la capacité à la classe ouvrière de se dispenser des offices des profiteurs de tous poils.

La socio-économie, articulée sur la réalité du travail, que Proudhon a défini comme étant l'action intelligente de l'homme sur la matière, dénonce la pratique sociale comme étant partie intégrante de l'existence collective, considérant l'état d'isolement dans lequel un homme est dit se trouver comme étant le fruit d'une pure abstraction.

Le travail sera compris comme le catalyseur de la réalisation créatrice de l'activité collective. Proudhon l'explique clairement « si, c'est le travail, le travail seul qui produit tous les éléments de la

bonnes pousses serviles en prenant le risque d'étouffer quelques jeunes pousses saines mais subissant avec les plus grandes difficultés la sécheresse monétaire et les brimades des vilains binettes.

Ce climat que je viens d'essayer de dépeindre n'est pas un cas unique dans les annales du monde du travail qui résulte d'un système général où le « capitalisme » préserve les privilèges de ses tenants basé sur l'exploitation de la plèbe par une minorité détentrice des moyens de production, s'accaparant la plus value créée par le travail collectif et ne payant qu'une partie du travail effectif individuel.

Lorsque l'on sait que ces moyens de production sont issues des bénéfices accumulés durant les guerres, employant de la main d'œuvre bon marché sous couvert de nationalisme et vendant les produits à ce même gouvernement (qui n'est que l'ensemble des travailleurs) pour que celui-ci s'empresse de les faire détruire par les chômeurs en uniforme à vocation de chair à canons et nous ne parlons pas des fortunes issues de vols, d'agiotages, du clergé, des officiers de l'Empire.

richesse... c'est la société où Proudhon collectif qui produit une infinité d'objets... (contradictions économiques) posant l'être collectif ayant sa réalité distincte et ses lois propres comme constitutif de la Société, être vivant, doué d'une intelligence et d'une activité propres, régi par des lois spéciales que l'observation permet de découvrir, et dont l'existence se manifeste non sous une forme physique mais par le concert de l'instante solidarité de tous ses membres.

Dès son premier écrit - la célébration du dimanche - il découvre, au-delà du fait économique, la réalité et, par-delà l'économie politique, la nécessité d'une science sociale.

« L'homme est né pour la société, il faut donc étudier les rapports des hommes entre eux... Il doit exister une science de la société, science qu'il ne faut pas inventer mais découvrir », lit-on dans - célébration du dimanche - Il s'agit pour lui de découvrir et constater des lois économiques restrictives de la propriété et distributive de travail.

Alors arrive « la religion » (n'importe laquelle) pour vêtir toutes les horreurs, tous les accaparements d'un viol de délicieuses pureté, de bonté et d'humanisme et c'est au nom de ces religions que les gouvernements (chefs d'orchestre du capitalisme) vont perpétuer le désastre, le désespoir de la classe ouvrière et la richesse des nantis.

La Société LANGUEDOC, issue de ce système et de sa perpétuation ne peut être qu'à l'image de l'apocalypse générale qui mijotte. Les directeurs ! des maîtres chiens entourés de leurs cabots, les purs et les bardiards, c'est toute l'histoire de Monsieur G... (1) engendré par une société pour son pourrissement, c'est la pomme pourrie que l'on place dans un panier de bonnes pommes fraîchement cueillies. Ou on l'a jette et l'on préserve les bonnes pommes ou on la garde et elle pourrira toutes les autres rapidement.

Je pourrai rentrer dans la petite histoire : il a fait ça, il a pas fait ça, il est méchant, jaloux, hypocrite... Mais ce serait faire grand cas de cet être insignifiant ; ce n'est pas la machine qu'il faut condamner mais ceux qui la manoeuvrent. Ce n'est pas les directeurs qu'il faut condamner mais le système qu'il faut renverser, c'est l'Etat qu'il faut détruire afin que naisse une société d'hommes libres où tous, nous pourrions nous fédérer :
- Au sein des syndicats, et fédérer ces syndicats tant au plan national qu'international afin de faire fonctionner les moyens de production et de répartir les biens produits ;
- Au sein des communes, et fédérer ces communes tant au plan national qu'international pour l'administration sociale et la distribution des biens produits préservant des moyens relationnels entre le syndicat et la commune à tous les niveaux.

Ce nouveau système, proudhonien par son essence, consacrant la subordination du « pouvoir » politique à l'économie et séparant irrémédiablement l'économie du politique peut seul être le géniteur d'une société libre où chaque individu gardera son individualité, où la consociation constitutive de ce monde nouveau.

Actuellement, en Espagne les travailleurs se regroupent au sein de la

Proudhon va s'attacher à cerner au plus près la socio-économie comme s'articulant en une comptabilité économique, une sociologie économique et un droit économique résumant la conjonction des 3 faits comme étant une « erreur de compte » :

- Un fait comptable : dans les comptes de la société, une erreur d'attribution d'un surplus collectif difficilement imputable et évaluable ;

- Un fait sociologique : l'existence d'un effort collectif engendrant un surplus productif ;

- Un fait juridique : l'appropriation du surplus collectif par le propriétaire des instruments de travail et des moyens d'échange.

Cette science économique érigée en économie sociale devrait comprendre :

1) Une comptabilité économique - établissant une véritable valeur - travail et son corollaire sa théorie de la plus-value en faisant du travail la mesure de la détermination de la valeur.

Pour Proudhon, dans ces mêmes structures, le travail est

C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) anarcho-syndicaliste pour lutter contre la pseudo-démocratie qui se dessine à l'horizon où le PCE déclare reconnaître le drapeau frauduleux et être prêt à assumer les décisions qui seront nécessairement impliquées par le prochain vote : « si c'est le fascisme, nous ferons respecter le fascisme », soucieux de suivre les traces de M. Duclos envoyé par le gouvernement russe comme rapporteur des événements espagnols en 1956 et qui désintéressera l'IPOLITBUREAU soviétique de cette révolution en précisant que puisque, n'étant pas communiste, il ne semblait pas nécessaire de soutenir le peuple espagnol en lutte d'autant plus que la dominante idéologique est anarchiste. A l'instant ou M. Blum refusa l'aide du Front Populaire à cette même révolution pour des motifs d'accords commerciaux et politiques avec les autres pays capitalistes.

En Allemagne, la chasse aux révolutionnaires bat son plein, des avis de recherches sont placardés sur les murs rappelant la naissance des USA avec ses « Wanted » pour droit commun, où le gouvernement encourage à la délation par le moyen de la télévision et de la radio, où les grèves « dures » se multiplient, où le confusisme entre les groupes révolutionnaires est consciemment entretenu : la bande à Baader qui se réclame de l'armée rouge communiste est dénoncée continuellement comme anarchiste ce qui arrange bien des gouvernements qui leur font la chasse - perpétuant la mythologie terrorisme anarchisme - oubliant la force d'oppression de l'Etat qui agit sous couvert de « bonnes institutions capitalistes » d'exploitation de l'homme par l'homme.

En Italie où les travailleurs jeunes et vieux se battent, opposant à la force oppressive de l'Etat la violence révolutionnaire, pour rompre le système communio-chrétien instauré, débordant les partis, se donnant à la création d'un monde nouveau où la liberté ne sera plus découpée en rondelle de saucisson.

En Angleterre avec l'affaire des « Murray » où le gouvernement essaie de faire condamner des Républicains Nationalistes à la place de pilleurs de banques, meurtriers gratuits

d'un policier au moment où l'armée britannique tire en ULSTER sur la foule désarmée où les grèves sont combattues par la force armée où l'emploi de « jaunes » est monnaie courante pour casser les mouvements populaires.

En France - au beau milieu de ces pays « terre de liberté » le gouvernement donne l'exemple, par le biais de ses institutions, par la protection policière qu'il accorde aux patrons, aux niches, aux nantis ; par le manteau épais qui camoufle les exactions en tout genre et surtout qui agit de telle sorte que les éléments émancipateurs soient dénoncés comme étant des gauchistes irresponsables trompant le peuple par des propos démagogiques. Il est indispensable que l'on sache qui est démagogue et qui ne l'est pas. C'est l'histoire qui nous le dit et c'est nous les travailleurs qui vous le rappellerons à l'occasion de ce procès.

Vous qui allez juger, n'oubliez pas que votre jugement sera la condamnation d'une classe au profit d'une autre et dépassera forcément le but restreint que vous essayerez de lui assigner. Les syndicats C.F.T.C. - C.G.T. - C.F.D.T., M. Alexia, M. Buclet représenteront que vous le voulez ou non la classe ouvrière et c'est en ce nom qu'ils devront se battre comme ils l'entendent, comme tous les travailleurs, qui ne sont pas au banc des accusés aujourd'hui mais le seront demain, feront.

Attention !, un jour reviendra où être au banc des accusés sera un honneur, où les prisons regorgeront de travailleurs libres où il faudra porter le deuil de la civilisation.

Lorsque le fascisme sera là, qu'il soit de droite ou de gauche, il sera trop tard pour juger il faudra agir. Alors vous porterez le poids du sang du peuple qui coulera à flot - 1848, les trois glorieuses, la commune, 1968, furent la conséquence de jugement de valeur que l'on voulait individuel.

Lorsque les individualistes se fédèrent c'est la REVOLUTION SOCIALE, LA LIBERTE, L'EGALITE, LA FRATERNITE.

(1) Nom inutile à la bonne compréhension.

bien, scientifiquement parlant, la réelle mesure de la valeur d'échanges « le seul étalon qui puisse nous servir à comparer la valeur des différentes marchandises ».

Le travail est bien dit valoir non pas en tant que marchandise, mais au point de vue des valeurs qu'on suppose potentiellement. La valeur du travail est une expression figurée « une anticipation de la cause sur l'effet ».

2) Une sociologie économique propre à découvrir les lois de la « société économique » faire une comptabilité économique avant la lettre un des moyens d'ériger l'économie politique en science économique. C'est cette comptabilité qui, en confrontant les ressources et les emplois, et en faisant la balance des productions et des consommations, donnera une base chiffrée permettant de constituer véritablement la valeur.

Un droit économique enfin, propre à instaurer à partir des données comptables et sociologiques, les institutions évolutives permettant la répartition équitable des produits, des fonctions, et des instruments de travail.

Ce que Proudhon entend démontrer, c'est que la propriété absolue des moyens d'échange et des instruments de travail entraîne une série d'erreurs dans la comptabilisation de la production, de la distribution, et dans la répartition soit de « l'appropriation du produit collectif par un seul individu ».

Proudhon dressera une véritable sociologie économique.

L'ordre, pour Proudhon est un ordre immanent auquel participe toutes les personnes individuelles en tant qu'éléments indispensables de cette activité. L'individu et le groupe ne peuvent être séparés l'un de l'autre et s'engendrent réciproquement précisant que la solidarité et la réciprocité font vivre les hommes. L'homme « n'est homme que par la société laquelle ne se sent que par l'équilibre des forces qui la constituent ». La personnalité est la fin suprême « Il ne s'agit pas de tuer la liberté individuelle mais de la socialiser ».

B. LE HYARIC

LES LIVRES DU MOIS par Maurice JOYEUX

FEMMES LIBRES

par Mary NASH

La Pensée Sauvage - éditeur

« Femmes Libres » est une organisation libertaire espagnole, créée au début de la guerre civile et inspirée par un double mouvement : participer à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière agressive par le franquisme et libérer la femme de l'oppression millénaire qu'elle subit dans une société construite par des hommes et voulue par des hommes. Et en ce sens son caractère de féminisme prolétarien lui confère une place à part dans la revendication féministe bourgeoise de son époque. Une place à part également dans le mouvement ouvrier ou les femmes d'exception, comme Louise Michel par exemple, passaient pour des exceptions et étaient appréciées en tant que militantes plutôt qu'en tant que représentantes d'une fraction déshéritée de la société.

Le combat de « Femmes Libres » fut difficile même dans le mouvement libertaire espagnol. Sur les bords de la Méditerranée, et pas seulement en Espagne, l'humanisme judéo-chrétien hérité de Platon pour lequel les femmes constituent un troupeau de ménagères destinées à fabriquer des enfants et à fournir quelques héroïnes de circonstance, avait laissé des traces profondes que les rapports avec l'Islam n'avaient pas améliorés. C'est ce combat qu'a entrepris de nous conter Mary Nash.

Après un chapitre historique préliminaire, où l'auteur ne manque pas de rappeler le caractère bourgeois de certains de nos grands ancêtres sur ce problème, dont Proudhon, d'ail-

leurs, est le prototype, puis nous explique le début de l'organisation de « Femmes Libres ». Mary Nash reproduit un article savoureux de Lucia Sanchez Saornil, paru dans Solidaridad Obrera en 1935, où la militante, qui sera l'un des fondateurs du mouvement polémique avec un militant connu de la C.N.T., M. R. Vasquez. Je voudrais en citer un passage pour donner le ton ! Il s'agit d'un jugement sur les anarchistes, bien sûr !

« Il y a de nombreux compagnons qui souhaitent sincèrement le concours de la femme dans la lutte, MAIS CELA NE CORRESPOND PAS A UN CHANGEMENT DU CONCEPT QU'ILS ONT D'ELLE. Ils souhaitent son concours comme élément qui pourrait faciliter la victoire, comme un apport stratégique, pourrait-on dire, mais sans pour autant penser un seul instant à l'autonomie féminine et cesser de se considérer comme le nombril du monde ».

L'auteur ensuite nous fait un choix de textes qui situent l'action de « Femmes Libres » dans la lutte révolutionnaire, mais également dans l'organisation du mouvement, son recrutement, la formation dans les athénées, son rôle social dans la révolution, sur les problèmes de la guerre, de la révolution et nous donne pour conclure l'ouvrage le texte du décret légalisant l'avortement en Catalogne en 1936, ce qui démontre, une fois de plus, que les anarchistes en avance sur leur temps avaient raison.

L'ARCHITECTURE, LE PRINCE ET LA DEMOCRATIE

par Michel RAGON - Albin MICHEL - éditeur

Un livre de Michel Ragon sur l'architecture est toujours un événement. Celui-ci est composé de deux parties. La première fait une synthèse de l'architecture depuis que le mouvement profond inspiré par Le Corbusier en bouleversa toutes les données. La seconde nous propose une architecture démocratique où l'homme d'art et l'usager collaboreraient activement pour construire une maison adaptée au caractère de celui qui l'habitera.

Je dois dire que la première partie du livre m'a passionné. Ragon nous fait un exposé complet des diverses architectures avec leurs qualités et leurs défauts, la manière dont elles furent reçues par le public. Et il semble bien qu'il revient sur des jugements enthousiastes antérieurs, ce qui d'ailleurs paraît louable ; car c'est justement le temps qui permet de juger et de la qualité et de l'attrait de telle ou telle formule. Et sur cette partie de son ouvrage une leçon peut être tirée. C'est le caractère néfaste des académismes et des contre-académismes qui finissent toujours par devenir à leur tour des académismes. La maison, comme le remarque Ragon, d'ailleurs, est le complément de l'homme qui l'a choisie, il la porte en lui, et alors, que voulez-vous que lui fassent les jugements d'école sur telle façade, sur tel ensemble pavillonnaire, sur telle tour ! Sur quoi reposent ces jugements esthétiques, philosophiques, sociaux, de ces personnages qui jugent avec un ton aussi péremptoire que leurs

prédécesseurs qui affirmaient que les pavillons de banlieue sont laids ? Ça dépend du goût, ça dépend du terrain, ça dépend d'une formule heureuse et, pour ma part, je préfère Bourg-sur-Yvette au treizième arrondissement. Mais c'est mon goût, sans plus !

La seconde partie de l'ouvrage de Ragon propose une architecture de collaboration, de participation entre l'usager et l'architecte, ce qui m'inquiète. C'est un sujet dont il nous avait parlé au groupe Louise Michel sans déchaîner, il faut bien le dire, un grand enthousiasme. La démocratie, c'est-à-dire la loi du nombre, n'a pas de quoi rassurer. La maison modèle, avec une participation personnelle, est faite pour séduire, mais il me faut faire un effort pour acquiescer et j'ai bien peur qu'il s'agisse de nouveau d'un académisme qui deviendra aussi insupportable que les autres. Mais puisque nous en sommes, je veux pour Ragon et pour quelques autres dire l'architecture que m'inspirent et son livre et l'histoire.

Il y a dans le livre deux sortes de bâtiments : des bâtiments collectifs et des bâtiments individuels. Les bâtiments collectifs doivent faire l'objet de décisions collectives et les habitations individuelles qui relèvent de la conception que chacun d'entre nous a de l'habitat qui lui convient. Je sais, Monsieur de la Palice n'aurait pas dit mieux, mais justement c'est ainsi qu'au 16^e siècle et avant on construisait

des villes assez réussies avant que la bourgeoisie n'invente des faubourgs qui les ont déformées.

On peut fort bien imaginer la construction de l'Hôtel de Ville, du Marché, des Ecoles et des divers autres bâtiments collectifs à partir de la démocratie architecturale que propose Ragon, en les écartant suffisamment les uns des autres pour qu'ils soient le centre des quartiers auxquels ils confèrent une animation. C'est une horreur de tout bloquer sous prétexte de facilité. Ces grands bâtiments où tous les services se mélangent sont plus contraignants que les bâtiments spécialisés et décentralisés. Pour joindre des bâtiments officiels, des rues, des rues à l'échelle humaine, avec leur commerce et leurs maisons construites suivant le goût de l'usager, des rues différentes, des maisons diverses à faire brayer d'horreur toute la petite monnaie des Le Corbusier, comme devaient brayer les bourgeois installés à Rouen devant les échoppes qui entouraient la grosse horloge et qui ravissent, aujourd'hui le flâneur.

Mais disons que la qualité du livre de Ragon, c'est justement de faire divaguer des personnages qui, comme moi, ne connaissent rien en architecture mais savent bien comment doit être la coquille où ils se réfugieront pour méditer, avant d'aller dans la rue, dans une vraie rue pour satisfaire leur instinct de communication à l'heure qu'ils auront eux-mêmes choisie.

LE SABOTAGE

par Emile POUGET

AVANT-PROPOS DES EDITEURS

Historiquement, la pratique du sabotage apparaît comme la première forme d'action spontanée des travailleurs en lutte contre l'arbitraire patronal. Déjà, vers 1830, aux diminutions d'horaires et de salaires secrétées par un patronat tout-puissant, les ouvriers tisseurs lyonnais répondirent par la destruction des machines, nouvellement installées, directement responsables du manque à gagner. Toutefois, ce n'est qu'en 1895 que, pour la première fois, en France, s'ébauche une approche théorique et consciente réelle du sabotage. Le Syndicat national des chemins de fer tentait alors de s'opposer à un projet de loi (le projet Merlin-Traneux) qui visait à interdire aux cheminots le droit au

syndicat. L'idée germa aussitôt de faire front à ce projet de loi par la grève générale et c'est dans ce contexte conflictuel, nous précise Emile Pouget (voir notre volume p. 7-8), que Guérard, secrétaire du syndicat, fit savoir, à l'occasion d'un discours particulièrement virulent, que les cheminots ne reculeraient devant aucun moyen pour défendre les libertés syndicales et qu'ils n'hésiteraient pas, au besoin, à rendre la grève effective en l'étayant de procédés à eux ; et il fit ainsi allusion à un moyen ingénieux et peu coûteux : « ... avec deux sous d'une certaine matière, utilisés à bon escient, il nous est possible de mettre une locomotive dans l'impossibilité de fonctionner... ».

Le ton venait d'être donné. Le sabotage qui, jusqu'alors, n'avait été pratiqué qu'inconsciemment et comme instinctivement par les travailleurs, allait bientôt, sous son appellation populaire, entrer dans le vocabulaire syndical et s'affirmer comme l'un des moyens de lutte privilégiés de la classe ouvrière. Et en 1897, le Congrès confédéral (IX^e Congrès national corporatif, III^e Congrès C.G.T.) qui se tint à Toulouse, adopta le rapport d'Emile Pouget sur le boycottage et le sabotage envisagés comme moyens d'action directe des travailleurs. Ce rapport — qui donna naissance, quelques mois plus tard, à la présente étude — estimait d'une part que, le capitalisme considérant uniquement le travail comme une marchandise destinée à être achetée au moyen et pour prix du salaire, le sabotage n'était en définitive que l'application pratique de la formule : « A mauvaise paye, mauvais travail », et, d'autre part, que l'ouvrier ne sera tenu de respecter la machine que le jour où elle sera pour lui « une amie qui abrège le travail, au lieu d'être comme aujourd'hui, l'ennemie, la voleuse de pain, la tuese de tra-

vailleurs ». Et la commission du Congrès de conclure ce rapport par la résolution suivante : « chaque fois que s'éleva un conflit entre patrons et ouvriers, soit que le conflit soit dû aux exigences patronales, soit qu'il soit dû à l'initiative ouvrière, et au cas où la grève comblerait ne pouvoir donner des résultats aux travailleurs visés : que ceux-ci appliquent le « boycottage » ou le « sabotage » — ou les deux simultanément — en s'inspirant des données que nous venons d'exposer ».

Moyens de lutte avérés, reconnus et préconisés par les organisations ouvrières dès 1895, le « sabotage » et le « boycottage » ne devaient pourtant pas survivre aux orientations nouvelles du syndicalisme français à l'aube de la Première Guerre Mondiale et les années 1913-1914 sonnaient ainsi le glas de l'Action Directe. Aujourd'hui, simples courroies de transmission des partis politiques d'opposition en présence, avocats serviles des meneurs du jeu, arrière-boutiques officielles des manigances électorales du moment, les syndicats s'effacent irrémédiablement dans le réformisme

le plus total et la légalité la plus complète, se faisant ainsi les fossoyeurs patentes de la contestation ouvrière ; et, cela va sans dire, il ne se trouverait aucun de nos professionnels du syndicalisme pour exalter Mamzelle Cisaille et le Citoyen Browning, celui-ci pour les « flics », celle-là pour les commandes de signaux et d'aiguillages. Ça et là, quelques grèves dites « sauvages », émaillées parfois de bris de machines ou de timides expériences de gestion directe, apparaissent comme la survivance d'un passé syndical qu'on aurait pu croire révolu et inclinent à penser que le syndicalisme révolutionnaire n'est pas tout à fait mort... Si les travailleurs conscients de la mutation conceptuelle et idéologique qui s'est opérée dans les structures théoriques et pratiques du syndicalisme pouvaient trouver dans ces pages les prémisses d'une action révolutionnaire future, notre réédition du **Sabotage** n'aura pas été vaine.

Patrick PIDUTTI
Jean-Pierre GIRAUD

Prochainement en vente à PUBLICO, 3, rue Ternaux, 75001 PARIS. Prix : 8 F.

LE 32^e CONGRES DE LA F.A.

* DECISION DE LA PARUTION DU M.L. HEBDOMADAIRE : Le Jeudi 5 Octobre

* PERSPECTIVES 1978 : Congres Extraordinaire en Novembre

Le 32^e Congrès de la Fédération Anarchiste s'est tenu cette année sur les bords de la Méditerranée, plus précisément à la Valette, près de Toulon.

Plus de deux cents délégués, venus de tous les coins de l'hexagone, représentaient une trentaine de groupes.

Ce Congrès devait marquer le renouveau de la F.A., d'importants débats internes devaient se dérouler pendant les trois journées de travail, nous amenant le dimanche soir à tenir une séance de nuit.

L'importance des débats internes n'est en rien surprenante, il est nécessaire à trois mois de la parution hebdomadaire du Monde Libertaire que les militants soient prêts à assumer le travail que cela représentera et s'organisent le mieux possible pour cela.

Le bilan qui fut tiré de l'année écoulée par les différents secrétariats, par les délégués de groupes démontra que la parution hebdomadaire du Monde Libertaire correspondait bien à une réalité imposée par le dynamisme croissant de l'ensemble de l'organisation.

Le nombre d'affiches éditées et collées, le nombre de meetings, réunions-débats organisés par les groupes localement se sont accrus dans des proportions très appréciables. Ce dynamisme s'est senti tout au long des débats et a montré la volonté des militants de s'insérer de manière active dans le contexte social qui les environne.

Ce fut donc un bilan de bonne santé et de développement croissant de l'organisation et des groupes qui fut tiré de ce Congrès et marquait le premier jalon de la progression de notre organisation.

Les dernières mises au point pour le Monde Libertaire Hebdo occupèrent une grande place dans les débats, la conception du journal fut largement débattue, chacun contribuant à l'élaboration de cet outil que nous avions décidé de nous doter lors du Congrès de Besançon. Car, là aussi transparait ce dynamisme que nous notions plus haut : le Monde Libertaire Hebdo sera, de par la volonté des militants de la F.A., un instrument efficace de propagande et un moyen pour être présents dans tous les secteurs de la vie sociale, dans les luttes des travailleurs contre ceux qui les exploitent, et nous permettra de suivre l'actualité, la commenter, l'analyser, de donner un point de vue anarchiste sur celle-ci.



Nous voyons, grâce aux efforts de tous, le Monde Libertaire Hebdo se réaliser et dès le mois d'octobre notre espoir se concrétisera.

Mais l'ensemble des délégués présents étaient d'accord pour préciser que le mois d'octobre n'était pas une fin en soi avec la parution hebdomadaire du Monde Libertaire, mais seulement un jalon dans notre marche en avant, et des efforts seraient encore nécessaires, indispensables pour lui donner une assise suffisante, une diffusion plus large, etc.

Octobre 1977 n'est qu'une étape dans notre progression, importante il est vrai. Ce développement, ce dynamisme de l'organisation s'est senti particulièrement sur les problèmes « idéologiques », thèmes de propagande, axes de luttes, etc.

L'ensemble des délégués décida que pour débattre de toutes les questions à l'ordre du jour, il était nécessaire de convoquer un Congrès Extraordinaire les 11, 12, 13 novembre 1977. Cela démontre l'importance qu'accordent les militants de la F.A. à ces problèmes. Là aussi transparait la volonté de l'ensemble de l'organisation de s'insérer de manière efficace dans le contexte politique, économique et social, insertion qui passe obligatoirement par une réactualisation des thèmes traditionnels de propagande, pour une adaptation à la conjoncture actuelle.

La nécessité pour l'ensemble des militants de définir une stratégie claire et précise face à l'éventuelle accession au pouvoir de l'Union de la Gauche, une redéfinition du rôle à jouer pour les anarchistes dans les syndicats réformistes, l'élaboration même plus lointaine d'une stratégie pour apparaître dans les luttes sociales au travers de groupes d'usines ou d'un syndicat révolutionnaire anarchiste. Autant de points difficiles qui justifient à eux seuls ce Congrès extraordinaire.

Je crois que l'image que certains nous attribuaient et continuent à nous attribuer d'une organisation de « pêcheurs à la ligne » (dixit) est largement dépassée (a-t-elle été seulement justifiée ?), comme sont dépassés d'ailleurs ceux qui continuent à nous en affubler et qui voudraient nous donner des leçons d'anarchisme.

Le 32^e Congrès de la F.A. a donc marqué le terme d'une transformation de « l'état d'esprit » de l'organisation amorcée il y a quelques années.

Cette évolution ira en s'amplifiant car, comme tout être collectif vivant, nous continuerons à évoluer et à nous transformer, à nous adapter aux circonstances imposées par l'évolution de la société globale où nous sommes inscrits. Ceci est la preuve que la F.A. est en très bonne santé et qu'elle continuera de plus en plus à faire parler d'elle.

Ceux qui sont désireux d'abolir la société actuelle d'exploitation de l'homme par l'homme pour que nous puissions un jour vivre dans une société libertaire, doivent savoir que la F.A. poursuit ce but et qu'elle a la volonté de se donner les moyens pour le triomphe de l'anarchie.

AMADOR

COMMUNIQUE TRANSMIS A LA PRESSE

La FEDERATION ANARCHISTE vient de tenir son XXXII^e congrès à Toulon les 28, 29, 30 mai. Les débats ont porté sur l'organisation interne de la fédération et les dernières mises au point pour la parution hebdomadaire de son organe Le Monde Libertaire au mois d'octobre 1977.

La FEDERATION ANARCHISTE considérant l'évolution du contexte politique, économique de notre pays et mondiale, l'étatisation grandissante des sociétés actuelles, a essayé de définir des axes de luttes et des thèmes de propagandes pour les années à venir. Devant l'importance des débats et le nombre de sujets inscrits à l'ordre du jour, le XXXII^e Congrès a décidé de convoquer un congrès extraordinaire les 11, 12, 13 novembre 1977 pour permettre d'approfondir les débats ; entre autres thèmes prévus à l'ordre du jour :

- la définition de notre propagande et d'une stratégie face à l'éventualité d'une victoire de la gauche lors des élections législatives de 1978

- le rôle et la position des anarchistes dans les syndicats réformistes inféodés aux partis politiques après cette éventuelle victoire

- la réactualisation de thèmes tels que : l'antimilitarisme, l'écologie, le « problème des femmes et leurs luttes » etc, etc, devenue nécessaire face à l'évolution économique, politique et sociale de notre société.

Ce XXXII^e congrès a permis aux militants de la fédération anarchiste d'affirmer :

- leur volonté de s'insérer dans les années à venir de manière intensive dans les luttes émancipatrices de la population en essayant de leur donner un caractère libertaire et de créer dans l'avenir une alternative libertaire entre capitalisme privé et capitalisme d'état ; démocratie parlementaire et socialisme autoritaire.